

Solidaire

★ Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique - PTB

Rédaction : Bd. M. Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ 02/513.66.26
N°20 (789) 6 mai 1992, 21 année, 30 fr. ● Dépôt Bruxelles X



Plus de 3.000 personnes ont fêté le 1er mai avec le PTB

Jeunesse , enthousiasme et foi dans le socialisme



Los Angeles: le «maître du monde» en faillite P 19

Envoyez vos lettres à Solidaire, Bd. M. Lemonnier 171 bte. 10, 1000 Bruxelles. La rédaction se réserve le droit d'abréger les lettres.

SOLIDAIRE EN ESPERANTO

Dans Solidaire du 15 janvier, j'ai lu qu'un lecteur britannique proposait d'éditer le journal en anglais. Je comprends très bien ce camarade. Mais au même titre, les Allemands peuvent demander une version allemande, les Russes une version russe et les Espagnols une version en espagnol. Solidaire n'est pas en mesure pour le moment de satisfaire tous ces camarades. Il y a donc une contradiction: de plus en plus de camarades de pays différents souhaitent lire Solidaire, et vous n'êtes pas en mesure de répondre à leurs souhaits. Pourquoi n'envisagez-vous pas une publication dans la langue internationale, l'Esperanto? Pour les Européens, cette langue est extrêmement facile à acquérir. On apprend à la lire en quelques mois. Je comprends évidemment que vous ne pouvez pas traduire tout le journal en Esperanto. Mais ils seraient peut-être réalistes de faire régulièrement un abrégé des principaux articles en Esperanto. J'aimerais également que Solidaire apporte davantage d'informations sur le mouvement communiste international, plus particulièrement sur les camarades dans les anciens pays socialistes.

LIU XIAOZHE,
CHINE

GRANNYDUMPING

Après le Karoshi, la mort par surcharge de travail, ce fléau du Japon, un nouveau phénomène social est apparu dans cet autre paradis du capitalisme, les États-Unis. Il a été baptisé «Granny-dumping» et signifie que des personnes âgées sont purement

et simplement jetées à la rue. Depuis le début de cette année, quatre cas de ce genre ont été signalés par la presse dans l'Etat de Californie. Un porte-parole du ministère de la Justice a déclaré: «De vieilles personnes indigentes sont simplement conduites à un endroit isolé où on les abandonne à leur sort. La raison est presque toujours que les gens ne parviennent plus à payer les frais des soins médicaux. Après les nombreuses mesures de restriction et d'assainissement effectuées par l'Etat dans les allocations sociales, les personnes âgées sont souvent devenues une charge insupportable. Les victimes appartiennent presque toujours aux couches défavorisées de la population disposant de faibles revenus et frappées de plein fouet par la récession économique actuelle.»

A juste titre, le correspondant du journal berlinois «Tagespiegel», qui a diffusé l'information, ajoute que «presque toutes les personnes âgées aux États-Unis sont menacées par la pauvreté, y compris celles qui ont travaillé pendant toute leur vie et épargné pour leur retraite. Une maladie grave suffit déjà pour engloutir toute la somme qu'elles ont épargnée. Dans le pays de «la liberté, la démocratie et les droits de l'homme», il n'existe pas d'assurance maladie obligatoire, payable et publique. Pourtant, les États-Unis comptent sept millions de pensionnés qui ont besoin de soins médicaux 24 heures sur 24 et 4,5 millions qui ont besoin de soins journaliers. Le granny-dumping, qui a fait 70.000 victimes l'année dernière, ne fera donc qu'augmenter. Il est à espérer que le train de restrictions Dehaene, qui ravage le secteur des soins de santé dans notre pays, ne réservera pas le même sort à nos personnes âgées.

S.D.M.,
GAND

TREMBLEMENT DE TERRE EN... TURQUIE

Après les petites secousses que nous avons senties en Belgique, je voudrais vous témoigner de ce que les habitants d'Erzincan en Turquie ont subi en mars de cette année. Mon propre père est mort à l'hôpital d'Erzincan à cause du tremblement de terre, mais aussi à cause des autorités turques. En effet, après le tremblement de terre de 1939, qui a provoqué 40.000 morts, une loi a interdit de construire encore des bâtiments de plus de deux étages dans cette région. Car celle-ci peut connaître des secousses à tout moment. Malgré cette interdiction, les autorités ont donné la permission aux entrepreneurs de construire un hôpital de cinq étages dans les années 60. D'autres entrepreneurs, plus soucieux de gagner de l'argent que des risques pour les habitants, ont bâti un collège, un hôtel, une cité commerciale... de plusieurs étages et avec des matériaux de mauvaise qualité. Chaque fois, ils ont obtenu les autorisations nécessaires. En 1983, une forte secousse avait déjà provoqué des fissures importantes. Normalement, ces bâtiments auraient dû être rasés et remplacés. Mais le bourgmestre a accepté qu'on procède à des réparations.

Lors de tremblement de terre en mars dernier, ces bâtiments se sont effondrés comme du carton. Officiellement, il y a eu 500 morts. En réalité, il y en a eu beaucoup plus. Par contre, les gens habitant des maisons simples, même à deux étages, ont été épargnés, car il n'y a eu que quelques dégâts matériels. Pourtant la terre a encore tremblé deux, trois fois par jour. Il fallait donc rester dehors. Dormir dans sa maison était trop risqué.

Je suis arrivé à Erzincan le

troisième jour du tremblement de terre pour m'occuper de mon père. J'ai vu les gens dormir dans des tentes fabriquées avec des couvre-lits et des couvertures. Le coordinateur de la ville, responsable qui représente le gouvernement national, faisait distribuer des tentes, de la nourriture et des vêtements. Mais seulement une petite partie des gens en recevaient. L'aide humanitaire devrait pourtant être égale pour tous. Ce n'est qu'après une manifestation des habitants, qu'un ministre est venu sur place pour s'assurer que l'aide soit distribuée équitablement. On était déjà au sixième ou septième jour après le tremblement de terre! Dans les villages autour d'Erzincan, les gens qui sont plus pauvres encore, ont tout perdu, car leurs maisons misérables sont entièrement détruites. Les autorités ont promis que tout sera reconstruit, mais jusqu'à ce jour, on n'a pas encore vu un seul franc.

UN TRAVAILLEUR TURC,
NOM ET ADRESSE CONNUS

GRÈVE

A DEXTER-TOURNUS

La société des vernis Bouvet, deuxième entreprise de Tournus, en France, était depuis les années trente une entreprise familiale produisant des peintures, laques, diluants, vernis. Elle est passée sous contrôle américain en 1974 et est devenue la société Dexter SA, faisant partie du trust Dexter Corporation (USA) implanté en Angleterre, en Allemagne, et en Belgique. Elle appartient au secteur chimique et ses produits sont destinés au marché international.

L'approfondissement de la crise du capitalisme a poussé la direction de l'usine à restructurer à tour de bras pour faire face à la concurrence féroce que se livrent les trusts de la chimie. Le nombre des salariés est passé de 394 en

1974 à 267 en 1991. Et de nouveaux plans de licenciements sont en route en 92.

Pendant toutes ces années, la direction à Tournus s'est organisée systématiquement contre tout ce qui était susceptible de mettre en cause sa politique de course aux profits définie par la direction américaine. C'est le chantage: «Il faut licencier pour améliorer les résultats et assurer l'avenir.» Ce sont les pressions de toutes sortes pour rendre la situation des délégués (CGT - CFDT) de plus en plus dure et les obliger à partir. De nombreux militants combattifs seront éconduits et «poussés dehors». C'est la flexibilité, la déréglementation, la polyvalence, les heures supplémentaires. Ce sont les plans de chômage partiel. C'est la baisse continue du pouvoir d'achat. Ce sont la surcharge de travail, les dépressions nerveuses et les accidents de travail.

Aujourd'hui, la direction de Dexter SA redouble ses coups contre les travailleurs: licenciements, dénonciation de tous les accords d'entreprise sur les horaires et la durée du travail, modulation des horaires imposés au personnel de production (flexibilité), dégradation des conditions de travail. Une première riposte a été donnée par les organisations

syndicales CGT et CFDT: diffusion de tracts et d'affiches, réunions d'information, dépôt du cahier de revendication (contre le projet de modulation), plaintes auprès de l'inspection du travail, lancement d'un préavis de grève (sans donner de date pour ménager un effet de surprise).

Cette riposte syndicale nous oblige à une réflexion: que faire et comment? Malgré diverses manoeuvres, la direction de Dexter ne pourra pas empêcher qu'une grève d'avertissement ait lieu le 8 avril 92 pour exiger le respect et le maintien des accords d'entreprise. Cette grève a montré le profond «ris-le-bol» et la grande inquiétude qui touchent tous les secteurs de l'usine. Nous comprenons l'importance de la solidarité et nous sommes conscients qu'une grève d'avertissement inquiète, mais n'arrête pas la direction. Les événements montrent la difficulté de lutter aujourd'hui dans les usines et que sur un plan général, il nous faudra réfléchir sur l'histoire et les expériences socialistes dans le monde, sur le capitalisme, l'impérialisme, le parti révolutionnaire, la défense du marxisme-léninisme, le révisionisme...

NOM ET ADRESSE CONNUS,
TOURNUS, FRANCE

«Attention, médias!»

A l'occasion de la sortie du livre de Michel Collon, les éditions EPO organisent une conférence-débat:

Médias, pouvoir et guerres:

Les autocritiques des journalistes sont-elles crédibles?

- * Après Timisoara, la guerre du Golfe. Et après le Golfe?
 - * Comment se fabriquent les médiamensonges
 - * Que peut le public face aux médias?
 - Michel Collon, auteur du livre «Attention, médias!»
 - Gérard de Selys, journaliste RTBF, auteur du livre «Médiamensonges»
 - Jean-Claude Guyot, assistant en communication (UCL), rédacteur en chef de Médiaacteurs
 - Jean-Jacques Jaspers, journaliste RTBF
- Mardi 12 mai, 20 heures, Centre culturel du Botanique (salle de cinéma), 236 rue Royale, 1000 Bruxelles

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le Parti du Travail de Belgique est: un parti d'action des ouvriers et des autres travailleurs pour le socialisme. Un parti qui se met entièrement au service de la lutte menée par les travailleurs contre le capitalisme. Un parti qui cherche une voie autonome vers la révolution socialiste en Belgique.

Le congrès de fondation du PTB s'est tenu en 1979. Mais, nous travaillons déjà depuis 1970 sous le nom de TPO-AMADA. Dans cette organisation, se sont réunis des intellectuels qui avaient participé aux luttes de 1968, des communistes qui avaient quitté le Parti «Communiste» de Belgique, des membres de différentes organisations révolutionnaires, des militants de la FGTB et de la CSC. Nous constituons un parti national qui réunit des travailleurs de Wallonie, de Bruxelles, de Flandre et des travailleurs immigrés.

Contre qui le PTB se bat-il?

Le PTB lutte contre le grand capital: contre les banques, les holdings, les grandes entreprises, les multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et c'est pourquoi l'ensemble de la production et de la société est régi: selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation et de la misère, de la réduction de la démocratie et de la répression, de la régression sociale pour les classes travailleuses. Le PTB dirige sa lutte contre l'appareil d'Etat actuel qui est l'instrument par lequel le grand capital maintient son pouvoir. L'Etat actuel n'est pas neutre, il est conçu pour et par les patrons. Chaque année, il transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des contribuables. La gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB?

Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes: leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective de tous les travailleurs. L'économie doit être organisée selon une planification nationale et les besoins de la population. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat actuel: la constitution d'un Etat socialiste basé sur l'autogestion des travailleurs. Un Etat dans lequel les fonctionnaires supérieurs seront élus et contrôlés par le peuple et dont les activités seront entièrement publiques. Le PTB veut une armée socialiste et une milice socialiste formées d'ouvriers et d'autres travailleurs, liées au peuple et contrôlées par le peuple. En Belgique, le chemin vers le socialisme devra encore traverser un long processus. Le PTB se prononce pour l'unité d'action sur des points concrets avec tous les partis et toutes les organisations d'ouvriers et de travailleurs.

Le tiers monde

Les puissances impérialistes ont amassé une grande partie de leurs richesses en exploitant et en pillant le tiers monde. Après un recul marqué entre 1975 et 1981, suite à leurs défaites au Vietnam, Kampuchéa et Laos, en Iran, en Ethiopie, au Nicaragua, les États-Unis, sous Reagan, ont tout mis en œuvre pour

reconquérir le terrain perdu. Dans le cadre de l'OTAN notamment, ils entraînent les pays européens dans leur politique d'affrontement ouvert avec le tiers monde (Libye, Zaïre, Iran, Nicaragua). Le PTB soutient le mouvement révolutionnaire du tiers monde qui se bat pour l'indépendance et la démocratie populaire. Les coups qu'ils portent à l'impérialisme, affaiblissent «nos» capitalistes et nous aident à préparer le renversement du système d'exploitation chez nous. Les ouvriers du monde entier ne forment qu'une seule classe et doivent être solidaires entre eux.

Impérialisme signifie guerre

La concurrence entre les trois blocs impérialistes, les États-Unis, le Japon et la CEE augmente. L'Europe est de plus en plus sous contrôle de l'Allemagne unifiée qui rêve d'un quatrième Reich: elle est déjà la force dominante de la CEE, elle étend son contrôle sur l'Europe de l'Est et elle gagne du terrain en Union Soviétique.

Les trois blocs impérialistes s'unissent dans une politique commune de pillage et d'oppression des peuples du tiers monde. Le danger de guerres impérialistes d'intervention dans le tiers monde s'accroît, comme s'accroît le danger d'interventions européennes, surtout allemandes, en Europe de l'Est. Non au renforcement de l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme

Le PTB mène son combat en s'inspirant de l'expérience historique du mouvement communiste international. La révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine, puis la construction du socialisme dans un seul pays, sous la direction du parti bolchevik et de Staline, ont fait prendre une nouvelle orientation au cours de l'histoire. La révolution chinoise en 1949 a ouvert la voie du développement socialiste dans le tiers monde.

Le Grand Débat

Depuis 1956, Krouchtchev a développé une ligne opportuniste en URSS: attaques sans principe contre Staline, plans fantaisistes sans fondement scientifique, «voie pacifique» vers le socialisme. Sous Brejnev, une politique hégémonique a été mise en œuvre: course aux armements avec les États-Unis, politique de la «parité nucléaire», agressions contre la Tchécoslovaquie, le Kampuchéa, l'Afghanistan, ingérences dans les affaires d'autres pays. Gorbatchev a critiqué un grand nombre de phénomènes négatifs de la période Brejnev, mais sa politique de glasnost vise à donner la parole à la droite et l'ultra droite (Soljenitsine), ses slogans sur la «liberté» prolifèrent aux nouveaux capitalistes de «l'économie informelle», sa perestroïka signifie le démantèlement de ce qui restait encore comme acquis socialiste et l'introduction de «l'économie du libre marché» inspirée par le modèle occidental.

Le mouvement communiste

Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme, de la solidarité mutuelle, de l'indépendance, de l'autonomie de chaque parti. Le PTB est solidaire des pays qui cherchent leur voie propre pour construire un socialisme authentique. Nous étudions leurs expériences positives et nous apportons des critiques d'une manière fraternelle, sur tout ce qui nous semble faux.

PARTI DU TRAVAIL DE BELGIQUE

Secrétariat national
Bd Lemonnier 171, boîte 2
1000 Bruxelles
tél.: 02/513.77.60
fax.: 02/513.98.31
Fonds de soutien:
001-1151486-75
PTB-Bruxelles

Solidaire

Redaction et administration:
Bd M. Lemonnier 171 boîte 10, 1000 Bruxelles.
02/513.66.26 Fax: 02/513.98.31

REDACTION:

Rédacteur en chef: Kris Merckx
Rédacteur en chef adjoint: Georges Moreau
Secrétaire de rédaction: Peter Franssen
Rédacteurs et collaborateurs: Michel Collon, Jo Cottens, Johnny Coopmans, Boudewijn Deckers, Harrie Dewitte, Riet Dhont, Maggy Doumen, Ward Geens, Thomas Gouret, Kris Hertogen, An Lenaerts, Herwig Lerouge, Ludo Martens, Lucien Mateme, Jean Michaux, Michel Mommerency, Dominique Moulin, Dirk Ramboer, Tino Delabie, Mia Van Damme, Jos Vander Velpen.
Mise en page et réalisation technique: Lucie Dumont, Paul Lever

TARIFS D'ABONNEMENTS

	1 an	6 mois	3 mois
Abonnement normal en Belgique	1.200 fr.	650 fr.	325 fr.
Tarif spécial pour étudiants, chômeurs, jeunes (-18 ans) (*)	950 fr.	500 fr.	250 fr.
Abonnement de soutien en Belgique	2000 fr.	1000 fr.	500 fr.
Abonnement Europe	1450 fr.	750 fr.	400 fr.
Abonnement en dehors de l'Europe	2150 fr.	1100 fr.	600 fr.
Supplément pour envoi sous enveloppe	200 fr.	100 fr.	50 fr.

(*) Toujours ajouter une copie de la carte d'étudiant, carte de chômage ou carte d'identité.

Suppléments périodiques de Solidaire:

Solidaire-Congo Kinshasa: 400 fr.; Europe: 450 fr.; en dehors de l'Europe: 650 fr. (15 numéros, mensuel)

Solidaire-Promotion:

Bd M. Lemonnier 171 boîte 10, 1000 Bruxelles.
02/513.66.26 Compte en banque: 001-0728997-21

Editeur responsable:

Marie-Rose Eligius, Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles

Pourquoi plus de 3.000 personnes ont fêté le 1er mai avec le PTB:

«Parce que vous osez encore parler de la lutte de classe et vous revendiquer du marxisme»



Le final enthousiasmant du grand meeting.

«Pendant 20 ans, j'ai toujours refusé de participer à ce genre de meetings de partis politiques. Pourquoi avoir changé d'avis cette fois-ci? Au moment où certains voudraient que les idéologies soient mortes, le PTB continue de se revendiquer du marxisme. Au moment où certains voudraient que la lutte de classe soit enterrée, le PTB ose encore en parler. Voilà pourquoi j'ai voulu vous faire le modeste hommage de ma participation».

Par ces quelques mots, improvisés à la fin de son allocution, Raymond Coumont, secrétaire général de la CNE pour le Brabant, a merveilleusement traduit le sentiment des centaines de personnes qui avaient franchi le pas, en venant pour la première fois à la fête du 1er mai du PTB. Parmi eux, on a pu remarquer un grand nombre de «rescapés» de l'effondrement du Parti Communiste Belge. L'un d'entre eux nous dit: «Depuis la chute du mur de Berlin, notre parti s'est décomposé. Mais je m'y attendais depuis longtemps. Cela faisait un bout de temps que les dirigeants avaient tout à fait abandonné l'idéal communiste. J'ai été longtemps méfiant vis-à-vis du PTB. Il faut dire qu'on nous l'avait toujours présenté comme un groupuscule de sec-

taires qui n'avaient rien à voir avec la classe ouvrière. Mais ce que j'ai vu ici aujourd'hui, c'est tout le contraire. Une foule énorme; des gens venus de tous les horizons: des ouvriers, des intellectuels, des jeunes, des immigrés; beaucoup d'enfants. Et quel enthousiasme! Personnellement, je n'oublierai jamais cette ambiance à la fin du meeting. Franchement, j'en aurais pleuré de joie».

Il y avait de quoi! Après avoir déjà longuement applaudi le discours de clôture de notre camarade Ludó Martens ainsi que les nombreux orateurs qui l'avaient précédé, la salle, debout, a ovationné pendant plus d'un quart d'heure les innombrables délégations étrangères. Un par un, les camarades venus de l'ex-URSS, d'Allemagne, de Corée, de Cuba, du Pérou, de Palestine, des Etats-Unis, du Zaïre, des Philippines et de tant d'autres pays où des peuples luttent pour leurs droits, où des opprimés réclament justice, un par un ces camarades sont montés sur le podium. Et lorsque tous entonnèrent l'Internationale, en chœur avec une salle pleine à craquer, ce sont des dizaines de langues, de dialectes et d'accents qui se mêlèrent pour dire leur solidarité. Jamais

l'hymne des prolétaires n'aura si bien porté son nom.

Comme tous les ans, d'ailleurs, la solidarité internationale aura été au centre de cette commémoration du 1er mai. Elles s'est marquée non seulement lors du meeting, mais aussi dans les dizaines de stands d'organisations étrangères et, surtout, dans les nombreux débats et conférences de très haut niveau et qui ont tous été suivis par un public nombreux. Solidarité avec les ouvriers et les paysans du Pérou, qui sont à la pointe de la révolution en Amérique latine; solidarité avec les agents des services publics d'Allemagne, qui font déjà trembler le nouveau colosse européen. Et surtout, ce jour-là, solidarité avec les Noirs, les «chicanos» et tous les exclus de la «démocratie» américaine; ceux qui se battaient, à ce moment même dans les rues de Los Angeles, de San Francisco et de New York.

«C'est inouï», nous dit un vieil ouvrier immigré espagnol. «Je n'ai jamais vu une chose pareille. J'ai été à des fêtes de partis communistes des dizaines de fois. En Belgique, en France et en Espagne. J'ai même été une

fois à Moscou pour le 1er mai. Mais nulle part je n'ai eu aussi fortement ce sentiment que la classe ouvrière est unie, malgré les frontières, les religions, les différences. Nulle part, je n'ai senti que les gens étaient aussi sincères».

Comme chaque année, les participants à cette fête ont en général apprécié le niveau très élevé des informations et des analyses politiques des conférences, débats et discours. Comme chaque année aussi, beaucoup ont regretté de n'avoir pas pu assister à tout. Qu'ils se rassurent: nous publions dans ce numéro un compte rendu détaillé de la plupart des interventions. De plus, tout a été enregistré sur vidéo.

Au moment où le Nouvel Ordre Mondial, à peine fondé sur les ruines des régimes de l'Est, s'effrite déjà de toutes parts, au moment où, chez nous, les traitres de la social-démocratie livrent les travailleurs, les chômeurs et les vieillards aux banques et aux monopoles assoiffés de profit, plus de 3.000 personnes sont venues à Bruxelles rappeler que «nos drapeaux restent rouges».

GEORGES MOREAU

Editorial

Un 1er mai exceptionnel

Enthousiasme, confiance, unité, courage... ces sentiments résonnent encore dans nos têtes après la fête du 1er mai. Et puis aussi, une fierté bien justifiée. Cet événement exceptionnel a renforcé chez tous la certitude que «notre drapeau reste rouge». Au moment où les médias déversaient leurs torrents d'anticommunisme quotidien, le meeting central du 1er mai a éclaté en un bouquet final aux sons de l'Internationale. Des dizaines de délégués d'organisations communistes et anti-impérialistes se joignirent, aux jeunes de Rebelle qui battaient du tambour, dansaient et agitaient leurs drapeaux rouges. Un sentiment indescriptible s'empara de l'auditoire plein à craquer: «Nous continuons de nous battre en communistes, le temps travaille pour nous, nous ne sommes pas seuls, nous sommes innombrables!» Cette fête du 1er mai fut également une heureuse surprise pour les nombreux amis étrangers, communistes et anti-impérialistes venus de tous les continents. Li Yong Bok, du Parti du Travail de Corée déclara: «Il régnait un climat d'unité de pensée et d'action dans cette fête, une grande ferveur pour le socialisme. Il y a une responsabilité individuelle et un esprit collectif et aussi une discipline qui sont rares de ce côté du monde. Tous les camarades sont simples et modestes. J'ai assisté à beaucoup de congrès et de fêtes, mais l'aspect humain de votre fête, l'atmosphère ouverte et sympathique m'ont particulièrement frappé. Vous pouvez être fiers de vos jeunes.» Lynton Kwesi Johnson qui a dédié un poème à l'organisation de jeunesse du PTB, disait: «J'ai beaucoup appris ce 1er Mai, c'était très instructif. Je remercie le PTB de m'avoir associé à cette fête.» «Philip Agee s'exprimait ainsi: «Je crois que votre réunion du 1er Mai est unique en Europe. J'ai participé à plusieurs congrès et rassemblements, mais la qualité des gens que vous avez rassemblés ici du monde entier, était impressionnante.»

Oui, ce fut un succès. Plus de 3.000 participants, dont plus de 500 jeunes, des dizaines d'ouvriers de Renault, de Volkswagen, de Caterpillar, de Delacré... On pouvait y entendre toutes les langues, et encore plus de nationalités différentes, dans les stands, dans la tente centrale et aux débats.

Mais ceux que vous n'avez peut-être pas vus, ce sont les centaines de camarades, militants ou sympathisants du PTB, dont le travail a fait de ce 1er mai ce qu'il a été. Pourtant ils étaient là: dans le restaurant, à la kermesse enfantine, en train de tirer des lignes électriques, de placer des micros... toujours prêts à intervenir. Cette année, tout s'est passé sans accroc: le montage des tentes, le travail de menuiserie, l'installation, le transport du matériel... Camarades, nous voulons ici vous féliciter pour ce que vous avez réalisé.

Cette fête du 1er mai nous a donné un paquet d'énergie. Des tâches très dures nous attendent, nous les communistes. Mais nous sommes prêts. Nous avons une colonne vertébrale solide: notre Parti du Travail de Belgique.

RIET DHONT ET MARK ROMAN

De stand en stand...



Depuis plusieurs semaines, les militants et sympathisants du parti et de Rebelle avaient travaillé d'arrache pied afin que cette fête soit un succès. Des centaines d'heures de travail ont notamment été consacrées à la préparation des panneaux et des éléments décoratifs.



La veille du 1er mai au soir, les délégations étrangères ont été conviées à un dîner au Centre International. Ce fut l'occasion de fructueux échanges de points de vue. Sur notre photo: Nina Andreieva, du Parti Communiste des Bolcheviks d'URSS et Léonie Abo (qui fut la compagne de Pierre Mulele).

Kris Merckx, notre rédacteur en chef, et l'équipe du service de Solidaire-Promotion fêtent un heureux événement: vers 15 heures, ce 1er mai, le record du nombre d'abonnements de nos deux hebdomadaires (français et néerlandais) a été battu. Encore un coup dur pour ceux qui espéraient que notre parti allait s'effondrer...



La plupart des stands d'organisations étrangères, de comités de solidarité internationaux, ainsi que celui de la Ligue Anti-impérialiste avaient été regroupés sous la grande tente centrale. Pour ces organisations, la fête du 1er mai du PTB est une occasion unique de faire connaître leur activité à un large public de progressistes et de révolutionnaires. Ainsi, les camarades péruviens ont-ils vendu une centaine de numéros d'El Diario Internacional. Le directeur de ce journal, Luis Arce Borja, a tenu à «remercier le PTB qui, par son invitation, nous permet de diffuser la vérité sur la guerre populaire au Pérou et sur le PCP. La solidarité internationale est essentielle pour nous et elle se construit notamment grâce aux efforts du PTB».

Venir tout nu au 1er mai

Comme chaque année, les stands internationaux proposaient une grande quantité d'objets artisanaux venus du tiers monde. Une mine d'or pour les amateurs d'objets d'art, d'instruments de musique, de jouets originaux, etc. Mais à bien y regarder, on pouvait carrément venir tout nu au premier mai, car on trouvait tout sur place: des châles, des T-shirts, des tuniques, du tissu, des sandales, des pantoufles et même des pin's. Pour passer la nuit, pas de problème: on trouvait du savon, du dentifrice, des pyjamas, des bougies, des allumettes et des ours en peluche. Se nourrir? On avait l'embarras du choix: miel, rhum, toasts, chocolat, café, tartes, cakes... Pour emporter le tout, on vous

proposait des sacs en toile, en cuir, en tissu, en jute ou des paniers en osier. Finalement, la seule chose qu'il fallait amener, c'était de l'argent. Porte-monnaie et portefeuille pouvaient s'acheter sur place. Alors l'an prochain, venez faire vos courses dans le seul supermarché international ouvert le 1er mai: la fête du PTB!



Au stand des éditions EPO, notre collaborateur Michel Collon proposait en avant-première son nouveau livre «Attention, médias!». Celui-ci a d'emblée connu un succès de vente important.





Le stand de Marianne au Café des femmes. C'était assurément l'un des endroits les plus agréables de cette fête.



Aux stands du parti (ici celui de Médecine pour le Peuple), on travaillait ferme. Le 1er mai, c'est l'occasion de présenter les multiples activités du parti à nos sympathisants, de discuter avec eux et, peut-être, de les convaincre de collaborer avec le parti. Lucien Materne, responsable du stand central du parti, s'est dit très satisfait de l'intérêt pour les publications du PTB et les ouvrages de base du marxisme: «on est même tombé à court pour certains documents». Quelque 250 personnes ont emporté la farde de présentation de nos activités.

Chez Delacre, on se bat pour le droit de grève

Une délégation des grévistes de Delacre, la biscuiterie de Vilvorde menacée de fermeture, était présente à la fête. A leur stand, ils vendaient des gaufres Delacre, mais aussi des *ameretti italiens* qu'ils avaient préparés eux-mêmes.

A 17 heures, tout était vendu. Cette vente de biscuits et celle des autocollants leur a permis de récolter 9.000 francs pour la caisse de la grève. Au meeting central, Louisa Lanckmans, militante du Setca, a fait une intervention au nom des grévistes: «Aujourd'hui, notre lutte dépasse le cadre de Delacre-Vilvorde. Le jeudi 23 avril, la Cour d'Appel de Bruxelles a menacé d'une astreinte de 10.000 francs tout occupant qui ne quitterait pas immédiatement l'entreprise et tout gréviste qui refuse l'entrée à un non-gréviste. Le droit de grève est ainsi coupé aux mesures de Madame Thatcher!» Au sein de la direction de la grève, il y a une forte tendance qui voudrait s'incliner devant cet arrêt. Face à cette tendance, Louisa Lanckmans déclare: «La question se pose: résisterons-nous aujourd'hui et dans les années à venir contre cette justice de



Louisa Lanckmans: «Nous ne devons pas nous soumettre à la justice de classe».

classe et ces huissiers de classe, ou accepterons-nous cette répression judiciaire comme un fait accompli? Pour nous la réponse est claire: c'est notre devoir de lutter contre le patronat, sa justice, sa gendarmerie et ses lois avec l'arme la plus puissante dont dispose la classe ouvrière: lutter avec unanimité!»

Il paraît que les syndicats et les grévistes préparent un boycott national des produits Delacre, si la direction lançait son «plan d'urgence». Ce dernier consisterait à faire

effectuer la production par d'autres sièges ou même par la concurrence. Face à cette solidarité patronale il n'y a qu'un remède: la solidarité ouvrière. Une délégation des Pays-Bas a participé à la manifestation de la semaine dernière et elle est décidée à empêcher par tous les moyens tout «travail contaminé», comme ils disent.

Philip Agee, ancien agent secret de la CIA:

La CIA a 7 millions de morts sur la conscience

«Si l'on veut comprendre le caractère de la CIA, le service de renseignements américain, qui opère essentiellement à l'étranger, il faut examiner le système intérieur en vigueur aux Etats-Unis. La politique étrangère est dessinée en fonction des intérêts de ceux qui ont aussi le pouvoir dans les affaires intérieures. C'est pourquoi je me pencherai d'abord sur la situation aux Etats-Unis mêmes». C'est en ces termes que Philip Agee, ancien agent de la CIA, a introduit sa conférence. Plus de 250 personnes ont écouté pendant plus d'une heure le récit de cet homme qui a appris à observer et à analyser avec rigueur.

Philip Agee: «Les incidents de Los Angeles montrent la profondeur de la crise que traversent les Etats-Unis. Plus d'un tiers de la population n'a aucun espoir de voir un jour se réaliser le fameux «rêve américain». Un tiers de la population est analphabète. Un tiers vit en dessous du seuil de pauvreté. Il n'existe pas de service de santé au niveau national. 40 millions d'Américains (soit un sur six!) n'ont pas d'assurance-santé. Notre système d'enseignement est l'un des plus mauvais du monde industrialisé. Notre infrastructure est abominable. Chaque jour, un pont



Agee: «Sauf revirement, les Etats-Unis s'orientent tout droit vers un régime fasciste».

s'effondre quelque part dans le pays. Les contradictions sociales s'aiguisent de jour en jour. Parallèlement, le conservatisme, le militarisme et le racisme s'accroissent. Sauf revirement, le pays s'oriente tout droit vers un régime fasciste. Le système politique que nous connaissons est un système à parti unique, avec une aile républicaine et une aile «démocratique». Quand vous êtes confronté à tout cela, vous avez tendance à vouloir lutter pour le changement au sein de ce système qui, manifestement, ne fonctionne pas bien. Mais

je vous le dis: le système est fait ainsi, il fonctionne parfaitement. En deux cents ans, ce système ne s'est pas modifié fondamentalement. Il est issu du colonialisme. Il est une création des esclavagistes, des propriétaires terriens, des banquiers».

Machine à tuer

Agee: «Depuis sa fondation en 1947, la CIA n'a rien fait d'autre que maintenir le système et soutenir son expansion en stimulant, à l'étranger, des politiques proaméricaines. Un objectif que la CIA concrétise en pénétrant les gouvernements étrangers, les partis politiques, les syndicats, l'armée, les organisations culturelles, les mouvements de jeunesse, les organisations de femmes et surtout les médias. En Europe occidentale, ce travail est relativement facile parce que le courant proaméricain est très fort au sein des partis chrétiens-démocrates et socialistes. En Europe de l'Est et en Union soviétique, c'était nettement plus compliqué. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, la CIA a recueilli, entraîné et renvoyé chez eux des dizaines de milliers d'anciens collaborateurs des nazis, qui avaient fui l'Europe de l'Est. Elle a ainsi réussi à installer des réseaux entiers qui ont ravagé les pays d'Europe de l'Est et l'Union soviétique par le sabotage économique, les meurtres

politiques et l'agitation. Des agents de la CIA ont détruit des chantiers navals entiers, fait exploser des bâtiments publics, incendié des hôpitaux, empoisonné des troupeaux. Parfois même, le terrorisme à l'encontre d'autres pays est allé encore plus loin. Avec quelques agents de la CIA, nous avons fait le bilan du nombre de morts causés par les actions de la CIA. Nous sommes arrivés à un total de 7 à 8 millions. Rien qu'en Indonésie, 0,5 à un million de morts sont tombés en 1965-1966, lors d'opérations menées contre les communistes. Au Guatemala, les escadrons de la mort, formés et payés par la CIA, ont liquidé 150.000 personnes. Au Salvador, 75.000. Au Nicaragua, 35.000...»

Scénarios de guerre

Philip Agee: «L'Union soviétique n'existe plus et l'Amérique est en état de faillite. On pourrait donc supposer qu'on va pratiquer des coupes sombres dans les dépenses militaires. Rien de tout cela. Pour l'année prochaine, le budget militaire sera réduit d'à peine 3%. Les services de renseignements comme la CIA sont payés grâce à des fonds provenant du budget militaire. La CIA ne devra donc pas faire d'économies, ni réduire son fonctionnement. Au contraire. En mars et en avril, nous avons eu connaissance,

grâce à des «fuites», de deux documents top secret du Pentagone (le ministère de la Défense). L'Etat-major militaire écrit que 7 guerres sont en train de couvrir: 1) une nouvelle guerre contre l'Irak; 2) une guerre contre la Corée du Nord; 3) une guerre contre ces deux pays simultanément; 4) une guerre contre une force d'occupation dans les Etats baltes; 5) une guerre aux Philippines; 6) une guerre pour le contrôle du canal de Panama; 7) une guerre contre une coalition anti-américaine non précisée. Les documents ajoutent que la stratégie américaine doit consister à barrer la route à tout concurrent éventuel des Etats-Unis — y compris la Communauté européenne et le Japon. Les Etats-Unis sont la seule superpuissance et ils veulent le rester. Le directeur de la CIA, Robert Gates, a dit que la CIA doit poursuivre sa tâche dans «un monde devenu très instable». Cela signifie qu'en dépit de la fin de la guerre froide, rien n'a changé. Ce n'est que si des changements fondamentaux se produisent, aux Etats-Unis, dans le système politique, économique et social, que quelque chose changera au fonctionnement de la CIA et que ce service disparaîtra, espérons-le.

P.F.

Raymond Coumont, secrétaire principal CNE Bruxelles et Brabant wallon:

La base doit imposer une action en front commun

Depuis sa fondation, la construction de l'Union Européenne a, maintes fois, servi de prétexte à tous les gouvernements européens, ainsi qu'au patronat, pour imposer aux travailleurs des politiques de restrictions et de rigueur.

L'argument choc de la compétitivité des entreprises a été utilisé de la même façon dans tous les pays européens ces dix dernières années pour justifier des attaques contre les salaires et le pouvoir d'achat.

Actuellement, avec les accords de Maastricht, au nom de l'unité économique et de la mise en place d'une monnaie unique, c'est une politique restrictive en matière de dépenses publiques et la réduction du déficit budgétaire qui est à l'honneur.

Derrière ces formules technocratiques dont la signification échappe bien souvent à la plus grande partie des citoyens et des travailleurs, se cache tout simplement, de la part des gouvernements et du patronat européen, la volonté d'unifier les politiques de sécurité sociale vers le bas, c'est-à-dire vers le plus petit dénominateur commun.

En Belgique, pour le budget 92 et les suivants, cela se traduit par des mesures restrictives vis-à-vis des allocataires sociaux et principalement pour ce qui concerne les chômeurs à temps partiel, les jeunes sortant de l'école, ainsi que le remboursement de certains médicaments et des ponctions sur les revenus des pensionnés.

Dans le même temps qu'il s'attaque aux assurés sociaux, le gouvernement ne prend aucune mesure significative pour aller chercher l'argent là où il se trouve vraiment, c'est-à-dire dans l'augmentation extraordinaire des bénéfices des entreprises.

Les chiffres ci-dessous en diront plus qu'un long discours sur la façon dont le gouvernement traite différemment les revenus des travailleurs et ceux des financiers.

Impôts en plus pour

	les travailleurs	les entreprises
1992	6 milliards en +	2,5 milliards en +
1993	15,5 milliards en +	3,2 milliards en +

Bénéfices des entreprises Pourquoi le gouvernement ne prend-il pas l'argent où il est?

Le gouvernement préfère la voie facile de faire supporter l'effort d'austérité par la population et les chômeurs.

Pourtant, les bénéfices des entreprises et des groupes financiers augmentent d'année en année, mais leur contribution fiscale n'augmente pas au même rythme.

En 1977, les entreprises payaient encore 38% de leurs bénéfices en impôts.

En 1988, elles n'en payaient plus que 19,1% alors que le taux d'imposition légal du bénéfice est de 43%.

En 1988, les profits déclarés des entreprises s'élevaient à 673 milliards (statistiques du ministère des Finances).

Quelques «scores» des entreprises belges en 1990 (selon le «Top» publié par Trends-Tendances)

Soit, en quatre ans, une augmentation des bénéfices déclarés pour ce groupe d'entreprises de plus de 50%.

1987	1990
profits déclarés des 100 premières (1) entreprises industrielles (sur un total d'environ 5.000)	
126,504 milliards	207,396 milliards
profits déclarés des 50 premières (1) banques (sur un total d'environ 70)	
30,062 milliards	30,604 milliards
profits des assurances	
13,544 milliards	23,604 milliards
profits des 50 holdings	
41,855 milliards	64,986 milliards
total	
211,965 milliards	326,05 milliards

(1) classées selon leur chiffre d'affaires

Notre centrale syndicale, la CNE, s'est donc clairement prononcée contre les mesures restrictives du gouvernement en matière de sécurité sociale et exige des mesures visant à faire payer ceux qui engrangent depuis des années des bénéfices fabuleux sur le dos des travailleurs.

Nous prétendons que l'équilibre des finances publiques peut être ainsi atteint sans toucher aux droits des assurés sociaux: — en prélevant une cotisation sociale de 2% sur tous les revenus financiers et en s'attaquant au scandale de la fraude fiscale légale organisée par les banques et les holdings financiers;

— en prélevant une taxe sur tous les investissements réducteurs d'emploi et, notamment, une taxe sur l'installation des robots;

— en diminuant le taux de chômage à 4% maximum, par un contrôle plus sévère des grandes restructurations prévues sur le grand marché européen et par une politique active de réduction du temps de travail.

De tels objectifs ne pourront être atteints que si une volonté réelle de se battre se manifeste dans l'ensemble du mouvement syndical et c'est pourquoi notre centrale fait appel à une action en front commun syndical.



Raymond Coumont

Ce front commun syndical, nous en avons l'expérience, ne se fera que si la base l'impose et nous avons tous, en tant que militants et militantes, un grand rôle à jouer pour construire cette unité syndicale à la base.

Les années trente, c'était hier...

La conférence sur les années trente nous a ramenés à l'époque de la grève générale de juin 1932. A l'époque, l'industrie minière était la seconde de Wallonie. Elle occupait plus de 100.000 personnes. Les salaires étaient liés à l'index et au prix du charbon. Le Parti Communiste était tout jeune, il comptait environ 1.200 membres, dont une centaine dans le Borinage.

C'est dans le Borinage précisément que 10.000 mineurs se mettent en grève, à l'annonce d'une nouvelle diminution des salaires, la septième consécutive. Les communistes qui, depuis deux mois, font de l'agitation à propos de ces réductions salariales, prennent la tête de la grève, tandis que la direction du syndicat socialiste accepte ces mesures.

La grève démarre comme un feu de paille et se répand comme une traînée de poudre dans la région de La Louvière, Charleroi et enfin Liège. On impose l'état de siège. La bourgeoisie parle d'un complot communiste. Tous les dirigeants, à l'exception de Jacquemotte, sont arrêtés. Lors de cette grève, l'une des plus importantes de l'histoire sociale de la Belgique, deux morts tomberont.

L'historien Michel Hannotte, qui a étudié la lutte ouvrière dans cette période, souligne que ce mouvement a marqué la percée du Parti Communiste et le début de la croissance du parti, croissance qui allait se poursuivre jusqu'après la Seconde Guerre mondiale.

Serge Deruette, politologue, a comparé l'attitude des communistes avec celle du Parti Ouvrier Belge (POB) dans les années de crise. Alors que les communistes prennent la tête du mouvement de grève, c'est la déroute dans les rangs du POB où règne une crise de confiance. Pour la résoudre, De Man met au point son Plan du Travail, afin de regagner les masses à la politique du POB. Mais à y regarder de plus près, on retrouve dans ce plan de nombreuses idées qui étaient — et qui reviennent — à la mode. Avec ses propositions de renforcement du pouvoir exécutif, De Man n'est pas très loin des points de vue alors avancés par les partis de droite, le VNV et REX. Seul le PC lutte réellement contre la montée du fascisme.

Jacques Lemaître nous présente un autre aspect particulier de cette période: les artistes qui ont choisi le camp des ouvriers. Il nous propose un exemple intéressant: la commémoration de Tayenne, un jeune ouvrier abattu



Serge Deruette



Michel Hannotte

pendant la grève. Un document cinématographique poignant.

Jo Cottenier, de la section syndicale du PTB, a relevé de nombreux liens entre la période de la montée du fascisme et la situation politique actuelle.

Il se demande si certains dirigeants syndicaux ne risquent pas de commettre les mêmes erreurs que dans les années trente. La première est la démobilité et l'immobilisme. Si les syndicats ne combattent pas le démantèlement social, la porte est ouverte à la démagogie fasciste. C'était le cas dans les années trente, cela risque de se répéter aujourd'hui.

Une seconde erreur est la «politique du moindre mal». Pour «empêcher le pire», on soutient des gouvernements

qui organisent le délabrement social, sous prétexte d'endiguer le fascisme. C'est une politique similaire que la social-démocratie allemande a adoptée face à Hitler.

En troisième lieu, les dirigeants syndicaux entretiennent les illusions dans les partis sociaux-démocrates. 1932 a été l'année de la première collision ouverte entre les masses ouvrières et le POB.

Enfin, on entretient aussi les illusions dans la démocratie bourgeoise. Alors que l'histoire a précisément montré que la bourgeoisie soutient sans scrupules les fascistes, quand elle ne voit plus comment s'en sortir avec les moyens usuels de l'arsenal démocratique bourgeois.

ROBERT VAES

Discours de Ludo Martens, président du PTB, au 1er Mai 1992

Dans un monde capitaliste en pleine crise, soyons préparés à des luttes de grande ampleur

Il y a deux ans, tous les partis présents au parlement — des écologistes et des socialistes aux fascistes du Vlaams Blok — ont solennellement salué la «révolution populaire» en Europe de l'Est qui devait garantir les «droits de l'homme» et apporter «la liberté, la démocratie et le bien-être».(1)

Il y a deux ans, seul le PTB a dénoncé cette supercherie. L'hebdomadaire Humo s'en est moqué en écrivant: «Un monde s'effondre, mais voilà que seul le PTB reste debout». Aujourd'hui, la plupart de ces partisans de notre capitalisme «démocratique» n'ont plus guère le cœur à faire de l'ironie à nos dépens. C'est que les choses sont trop claires, maintenant.

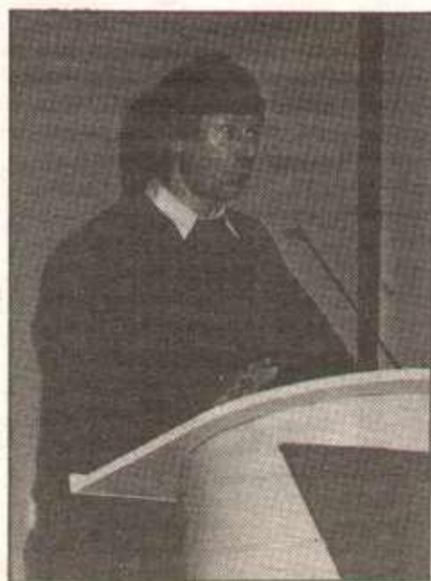
La couleur noire de la «liberté» et de la «démocratie» à l'Est

Le bien-être promis s'est transformé en démantèlement de tout le système de production. En Europe de l'Est, la production industrielle a chuté d'un tiers en deux ans. Elle a diminué de 17,5 % en 1990 puis de 19,5 en 1991.(2) En Union soviétique, le produit intérieur brut a baissé de 17 % en 1991, puis de 19 % au cours des trois premiers mois de 1992.(3)

La liberté s'avère être celle des milieux criminels, des voleurs et des corrompus. A Moscou, la mafia russe a pris le contrôle de plus de la moitié des magasins et des hôtels privatisés.(4) En Lettonie, le premier ministre Godmanis a dû lui-même avouer que son gouvernement était «corrompu»: «la Lettonie devient une République bananière où la mafia contrôle tout».(5)

Les droits de l'homme que l'Occident a défendus sont les droits de l'homme réactionnaire et fasciste. Maintenant que ces droits sont bien assurés, des millions de travailleurs et de pensionnés plongent dans la misère noire, privés du droit au travail, privés de dignité, privés d'avenir. La Pologne compte déjà 2.200.000 chômeurs. En 1989, la droite a assassiné Ceausescu et sa femme sous prétexte qu'ils affamaient la population. En 1991, dans cette même Roumanie, les prix ont augmenté de 444% et les salaires réels ont diminué de 23%.(6) Aujourd'hui, l'ex-Union soviétique compte 4 millions de chômeurs, mais ils seront 15 millions à la fin de l'année. 30 millions de fonctionnaires seront bientôt licenciés. «45 millions de personnes sur le chemin du chômage... sans allocations», titre Le Soir.(7) En Russie, un kilo de saucisses coûte 350 roubles. Les pensionnés reçoivent 200 roubles par mois. Sur 150 millions de Russes, 85 pour cent vivent sous le seuil de pauvreté.(8)

Et la démocratie? Elle s'est concrétisée par la réhabilitation du chef fasciste Antonescu en Roumanie, du nazi Ante Pavelic en Croatie, du chef d'Etat collaborateur Tiso en Slovaquie, du chef hitlérien Stephan Bandera en Ukraine. Et Eltsine a présenté au prince Vladimir Romanov, prétendant au trône des tsars, ses excuses «pour la façon dont on vous a traité sous le communisme alors que vous êtes l'élite morale et intellectuelle du pays».(9)



Ludo Martens, président du Parti du Travail de Belgique.

L'ombre de l'Otan sur l'ex-Union soviétique

En 1989, on chantait donc la liberté. Or, la première liberté d'un peuple est l'indépendance et l'absence de toute domination et exploitation étrangère. Mais voilà qu'au nom de la liberté des multinationales, les anciens pays socialistes plongent dans la nuit du néo-colonialisme.

Le vice-premier ministre russe, Igor Gaïdar, a élaboré un plan de privatisation prévoyant que 30 % des entreprises russes passeront dans des mains étrangères. La moitié de l'industrie pétrolière sera vendue à l'Occident.(10)

En 1985, l'URSS avait 30 milliards de dollars de dettes extérieures; aujourd'hui, elles ont dépassé les 70 milliards.(11) Récemment, les pays impérialistes ont promis une «aide» de 24 milliards de dollars à Eltsine. Mais l'essentiel de cette aide devra être remboursée avec intérêts.(12) Ces dettes écrasantes permettent à l'Occident de dicter sa loi. La dernière offre d'aide était d'ailleurs accompagnée de conditions draconiennes: libéraliser les importations, réduire le déficit budgétaire, diminuer les salaires.

La colonisation de l'ex-Union soviétique prend même des formes aussi classiques que caricaturales: Eltsine est maintenant entouré d'une équipe de conseillers américains, parmi lesquels figurent Jeffrey Sachs de l'Université d'Harvard et Paul Volcker, l'ancien président de la Federal Reserve américaine.(13)

La grande liberté, la liberté la plus chère, serait la liberté du marché. Mais voilà que les ex-pays socialistes découvrent qu'au nom du marché libre, ils auront à subir la loi du plus fort. L'impérialisme occidental les a obligés à démanteler 40% de leurs barrières commerciales avec l'Occident. Nos multinationales peuvent ainsi accaparer de nouveaux marchés. Mais la Communauté européenne, elle, ne «libéralisera»... qu'un pour cent de ses importations en provenance de l'Europe de l'Est. Des barrières de toutes sortes continueront à protéger «nos» marchés des produits bon marché de l'agriculture, de la sidérurgie, du textile des anciens pays socialistes.(14) Cette «liberté» du plus fort aura comme résultat que les pays de l'ex-URSS enregistreront un déficit commercial de 40 milliards de dollars dès 1993, déficit qu'il faudra

combler par de nouveaux emprunts...(15) La dictature du capital financier international ne fera que s'accroître sur ces pauvres Russes enivrés un instant de «liberté et de démocratie».

En deux ans, la nouvelle bourgeoisie de l'Est, rapace et vorace comme la pègre dont elle sort, s'est fait haïr par la majorité de la population. Pour protéger son nouvel ordre d'exploitation et d'injustice, elle se place délibérément sous la protection militaire de l'impérialisme le plus agressif. Le président tchèque Havel, ce collaborateur de la CIA et de Radio Free Europe qui se faisait passer pour artiste, a officiellement remercié l'Otan pour son attitude pendant les quarante années de la guerre froide, saluant l'Otan comme «un instrument pour protéger la liberté et les valeurs de la civilisation occidentale».(16) Eltsine est allé jusqu'à déclarer: «Aujourd'hui, nous posons la question de l'adhésion de la Russie à l'Otan».(17) Manfred Wörner, secrétaire-général de l'Otan, affirme déjà que «l'Otan a un devoir de protection envers les pays de l'Europe centrale et orientale» et qu'elle réagira contre «toute tentative de revenir sur les pas positifs vers la démocratie et la liberté».(18) L'impérialisme a mis les anciens pays socialistes sous sa tutelle militaire. L'Otan est prêt à défendre par les armes le capitalisme sauvage, récemment instauré, contre les révoltes populaires à venir. Des officiers des pays de l'Est seront formés dans les écoles de l'Alliance atlantique. Les nouveaux capitalistes de l'Est se rendront régulièrement et humblement au quartier général de l'Otan à Bruxelles pour des réunions du Conseil de coopération de l'Atlantique-Nord.(19)

Défendre les pays socialistes!

La catastrophe actuelle ne serait-elle que le passage pénible de l'enfer socialiste au paradis de la consommation? Nullement. La nouvelle bourgeoisie a un caractère de parvenu et de rapace, elle se comporte en parasite et en maffioso. Les parties cruciales de l'économie nationale passent aux mains de l'impérialisme. Ainsi, la catastrophe actuelle n'est que la longue introduction à la mondialisation de ces pays, réservoirs de main-d'œuvre bon marché et de matières premières, déversoirs pour les produits manufacturés.

La misère morale et physique dans lesquels le capitalisme sauvage plonge les masses des anciens pays socialistes, doit nous renforcer dans notre détermination à défendre les pays qui continuent à maintenir les idéaux socialistes, la Corée, Cuba, le Viêt-nam, le Laos et la Chine. Tous sont sous le feu de l'impérialisme qui se croit tout permis, qui piétine de façon ostentatoire le droit international. Le secrétaire-général de l'Otan ose déclarer: «On ne saurait accepter des injustices du simple fait de la vieille règle de non-ingérence dans les affaires d'Etats souverains».(19) Pour l'Otan, le socialisme constitue la plus grande injustice... Tous les pays socialistes sont victimes de l'ingérence et de la subversion, certains subissent l'asphyxie économique par le blocus et l'embargo. Cuba et la Corée montrent ce que de petits pays du tiers monde peuvent réaliser lorsque le socialisme y a libéré les masses travailleuses; ces exemples brillent avec d'autant plus d'éclat qu'ils se maintiennent malgré des attaques diaboliques et que les autres pays du tiers monde semblent s'enfoncer dans une nuit néo-coloniale des plus noires. L'avenir de la situation mondiale comme du

socialisme dépendra, dans les décennies à venir, en grande partie de l'évolution de la Chine. Aujourd'hui, à la lumière de ce qui se passe à l'Est, il est évident que le triomphe de la contre-révolution sur la Place Tien An Men, en juin 1989, aurait été une immense catastrophe pour l'humanité entière. L'impérialisme continue à exercer une pression permanente et des ingérences incessantes contre la Chine en invoquant les «droits de l'homme», en revendiquant «l'indépendance du Tibet» et en dénonçant les «ventes d'armes» de la Chine à d'autres pays du tiers monde. En même temps, l'impérialisme poursuit sa politique d'infiltration économique, de soutien aux nouvelles forces bourgeoises qui surgissent en Chine dans le but de détruire moralement et idéologiquement le Parti Communiste et de renverser le socialisme en aidant le révisionnisme à triompher.

L'effondrement du socialisme à l'Est aide aussi tous les communistes à comprendre que le révisionnisme représente bel et bien la bourgeoisie. Celui qui cède devant la pression de l'idéologie bourgeoise, celui qui se laisse glisser sur la pente de l'opportunisme se retrouve finalement dans la compagnie des grands bourgeois. Aujourd'hui, l'analyse de la dégénérescence politique qui a conduit à la destruction de l'Union soviétique, peut amener tous les communistes à une nouvelle compréhension révolutionnaire du marxisme-léninisme. Une nouvelle unité de pensée est possible entre des gens qui furent jadis, souvent arbitrairement, divisés en «pro-chinois», «pro-albanais», «pro-soviétiques», «pro-cubains» et «indépendants». Mais pour réaliser cette unité, nous devons tous faire preuve de sens de l'autocritique, approfondir notre connaissance de l'opportunisme et du révisionnisme et échanger nos analyses sur la dégénérescence en URSS. Dans ce sens, la rencontre entre une centaine de partis communistes, ouvriers et anti-impérialistes à Pyongyang, le 15 avril, à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire du camarade Kim Il Sung, vétéran du mouvement communiste international, a été importante. Elle a permis de réaffirmer la confiance dans l'avenir du socialisme et d'entamer l'analyse critique du révisionnisme.

Le grand danger de la revanche allemande

En déclenchant la Seconde Guerre mondiale, l'impérialisme allemand voulait détruire le socialisme soviétique et établir l'hégémonie allemande en Europe. La mort d'Hitler et la défaite du troisième Reich n'ont pas incité la bourgeoisie allemande à renoncer à ses objectifs. Dans des conditions nouvelles, elle a poursuivi son combat par d'autres moyens, en hissant le drapeau de l'anticommunisme. C'est au nom de l'antistalinisme que les nazis allemands ont regagné, dès 1945, une respectabilité politique aux yeux de la puissance hégémonique de l'époque, les Etats-Unis. Des milliers de cadres fascistes et des collaborateurs notoires de l'Europe de l'Est et d'Union soviétique ont été récupérés par l'impérialisme américain pour servir dans la guerre froide. L'Allemagne de l'Ouest n'a jamais été dénazifiée. Des dizaines de milliers de nazis ont continué leur combat à la tête de la République fédérale et dans les conseils d'administration des grands groupes industriels. Le général Gehlen, chef de l'espionnage nazi en Union soviétique, est

passé en 1944, avec tous ses hommes, du côté des Américains, pour devenir ensuite le chef des services secrets de l'Allemagne fédérale, prétendument démocratique.

Dans leur lutte constante contre le socialisme, les revanchards allemands ont trouvé des alliés inattendus chez les révisionnistes qui, groupés autour de Khrouchtchev, ont pris le pouvoir au sein du Parti communiste de l'Union soviétique. Les adeptes de Khrouchtchev ont peiné trente-cinq ans pour démolir Staline. Une fois cet objectif atteint, Lénine a été achevé en un tour de main. Il est bon de souligner que le démontage des statues de Lénine n'a pas été précédé d'une campagne politique contre son oeuvre. La campagne contre Staline, menée depuis trente ans, était suffisante pour cela. Une fois toutes les idées politiques de Staline attaquées, falsifiées, dénigrées, on fit simplement le constat qu'on en avait fini, par la même occasion, avec les idées de Lénine et de Marx.

L'enterrement politique de Staline et de Lénine a été suivi par la résurrection d'Hitler. Le triomphe de l'antistalinisme enragé a marqué le retour en force du fascisme sur la scène européenne. Aujourd'hui, on peut dire d'une certaine façon que la bourgeoisie allemande vient de gagner la Seconde Guerre mondiale. En 1992, par des moyens économiques et politiques, l'Allemagne a réalisé la plupart des objectifs qu'elle poursuivait jadis par la guerre. A aucun moment au cours du siècle passé, l'impérialisme allemand n'a pu occuper la position dominante qu'il détiendait aujourd'hui en Europe.

Deutschland über alles

Pour renforcer sa domination en Europe et pour atteindre l'hégémonie mondiale, l'Allemagne suit une stratégie en quatre points. Premier axe: l'Allemagne renforce sa propre puissance économique et élargit son influence politique.

En 1989, pendant qu'on faisait partout beaucoup de tapage sur l'unification européenne, l'Allemagne décida de mobiliser toutes ses ressources pour réaliser l'unification allemande.

Les multinationales de l'Ouest ont virtuellement rasé l'industrie de l'ancienne Allemagne de l'Est: en deux ans, la production industrielle de celle-ci a chuté de 70%. Pratiquement quatre millions d'emplois, soit 42% du total, ont disparu. Un million de travailleurs sont au chômage, un million et demi n'occupent qu'un travail à temps partiel ou suivent une formation.(20) En 1991, la bourgeoisie allemande a investi 70 milliards de marks dans l'ancienne Allemagne de l'Est. En 92 et au cours des huit prochaines années, elle y dépensera 150 milliards de marks par an.(21) Pour attirer les 1.500 milliards de marks nécessaires en dix ans, l'Allemagne a décidé unilatéralement de relever ses taux d'intérêt. Tous les autres pays européens connaîtront de graves problèmes à cause de cet énorme drainage de capitaux vers l'Allemagne. Dans la Communauté, le montant total des transferts pour aider le développement des régions les plus pauvres n'est que de l'ordre de 20 milliards de marks.(22) Treize pour cent de ce que l'Allemagne débourse pour muscler son bras oriental.

Dans huit à dix ans, l'Est de l'Allemagne aura une industrie ultra-moderne renforçant considérablement le poids de l'Allemagne dans la Communauté. Elle constituera une base puissante pour la conquête des autres pays de l'Est et de l'ex-Union soviétique.(23) En affaiblissant les autres pays de la Communauté, l'Allemagne prépare le renforcement de sa propre hégémonie.

L'Europe allemande

Deuxième axe: pour devenir une superpuissance mondiale, l'Allemagne renforce la Communauté européenne.

Kohl a déclaré: «L'unification européenne est tout aussi importante pour les Allemands que l'unification allemande».(24)

La bourgeoisie allemande doit élargir son empire sur les autres pays capitalistes de la Commu-



Les droits de l'homme que l'Occident a défendus sont les droits de l'homme réactionnaire et fasciste. Maintenant que ces droits sont bien assurés, des millions de travailleurs et de pensionnés plongent dans la misère noire, privés du droit au travail, privés de dignité, privés d'avenir. (Photo: Mineurs en grève en Union soviétique en 1989.)

nauté, afin d'être en mesure de rivaliser avec les Etats-Unis et le Japon sur la scène mondiale. Pour déployer toutes leurs forces, les multinationales allemandes ont besoin du grand marché européen. Par des achats et des alliances, elles se subordonnent une partie de la bourgeoisie des autres pays de la Communauté. Grâce à l'Europe, elles pénètrent les anciennes chasses gardées coloniales de la France, de l'Angleterre, de la Belgique.

La bourgeoisie allemande exige l'unité politique de l'Europe pour désarmer et enchaîner les bourgeoisies plus faibles. La plupart des capitalistes

La ruée allemande vers l'Est

Troisième axe: l'Allemagne réalise une expansion économique et politique effrénée vers l'Est. Avec l'effondrement du socialisme, l'Allemagne retrouve un immense territoire en Europe de l'Est et dans les républiques de l'ex-URSS et aucune force n'y peut, pour l'instant, contrer son offensive. Depuis un siècle, l'accès aux colonies lui étant fermé par les impérialismes anglais et français, l'Allemagne avait dirigé l'essentiel de son expansion vers l'Est.

Aujourd'hui, elle reprend cette route. Economiquement, l'Allemagne est déjà la puissance dominante à l'Est. Des 53 milliards de dollars versés ou promis à l'ancienne Union soviétique, l'Allemagne, seule, en assure 60 pour cent.(26) Plus de la moitié des échanges entre la Pologne et la Communauté européenne se déroulent avec l'Allemagne.(27) En Tchécoslovaquie, sur un milliard de dollars d'investissements étrangers en 1991, la moitié est d'origine allemande. L'Allemagne achète les meilleures entreprises de la Tchécoslovaquie, rendant impossible tout développement planifié et équilibré. En huit ans, Volkswagen injectera 6,5 milliards de dollars dans le groupe Skoda qu'il vient d'acquérir. Mercedes-Benz a acheté les constructeurs de camions légers et lourds Avia et Liaz.(28) Pour assurer sa domination politique, l'Allema-

gne a poussé à fond la division en Europe de l'Est et en Union soviétique. Chaque jour, nous pouvons constater que la balkanisation et l'effritement de l'Afrique noire et du monde arabe ont permis le maintien de la domination étrangère. A l'Est, deux tendances politiques se joignent pour faire triompher les éléments les plus réactionnaires. D'une part, les nouvelles bourgeoisies doivent essentiellement recourir au nationalisme et au chauvinisme pour exciter les masses, pour leur faire oublier la cause de leur misère et pour les dresser derrière le pouvoir. D'autre part, l'impérialisme allemand agit le drapeau de «l'autodétermination des peuples minoritaires» pour créer la division et pour pousser ces peuples à s'entretuer et à s'épuiser dans des guerres sans fin.

Les bourgeoisies des anciens pays socialistes étant très faibles, elles cherchent, pour la plupart, protection auprès de l'impérialisme le plus puissant et le plus proche, en l'occurrence l'Allemagne. Les concurrents américains, français et anglais se retrouvent dans une situation d'infériorité. Ainsi, la bourgeoisie allemande et autrichienne encourage depuis de longues années les séparatistes de droite en Croatie et en Slovénie. Sans cet appui, les réactionnaires croates et slovènes n'auraient jamais osé déclarer la guerre à la Yougoslavie en décrétant leur indépendance. Certes, la guerre civile yougoslave trouve son origine dans le nationalisme bourgeois. Mais c'est l'ingérence allemande qui a enflammé cette guerre pour lui donner ce caractère destructeur et meurtrier qu'on observe actuellement. Signe de son hégémonie politique dans la Communauté européenne, l'Allemagne a imposé aux autres membres sa politique de soutien à la destruction de la Yougoslavie.

On a dit que la destruction du socialisme mettrait fin à la guerre froide et que nous connaîtrions maintenant la paix et la démocratie. Or, les conflits armés en Yougoslavie, en Géorgie, en Moldavie, en Arménie et en Azerbaïdjan prouvent que capitalisme rime toujours avec misère et guerre. Et des affrontements, encore plus considérables, pointent à l'horizon. En Ukraine, le très puissant mouvement fasciste a un long passé de collaboration avec l'Allemagne. Le 27 mars, l'Allemagne et l'Ukraine viennent de créer un Conseil de coopération pour approfondir leurs relations économiques.(29) L'Ukraine et la Russie sont à deux doigts de se battre pour le contrôle de la flotte de la mer Noire et de la Crimée. L'Ukraine pense maintenant garder ses armes nucléaires tactiques. 20% de la population y est constituée de Russes. Le journal français de droite *Le Figaro* écrit: «L'Ukraine joue à fond la carte occidentale. Elle espère pouvoir bénéficier d'un ancrage dans l'Europe allemande en voie de formation à partir de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de la Croatie, de la Slovénie, des pays Baltes».(30)



En Union soviétique, les révisionnistes ont peiné trente-cinq ans pour démolir Staline. Une fois cet objectif atteint, Lénine a été achevé en un tour de main.

Alliances avec les Etats-Unis et le Japon

Quatrième axe: l'Allemagne renforce sa puissance et son influence en s'alliant avec les Etats-Unis et le Japon, chaque fois que cela lui est profitable. Tout en poursuivant la formation d'une armée européenne, l'Allemagne continue à utiliser l'Otan comme garantie militaire protégeant son expansion en Europe de l'Est et dans les républiques de l'ancienne Union soviétique.

Tout en oeuvrant pour mettre la Communauté européenne sous sa domination économique, les Konzern allemands se lient parfois aux multinationales japonaises pour combattre l'ennemi commun américain. Ainsi, le numéro un allemand, Daimler Benz — chiffre d'affaires 54 milliards de dollars, 365.000 salariés, 60 % de l'industrie militaire allemande — a formé une alliance industrielle et technologique avec le numéro un japonais, Mitsubishi, chiffre d'affaires 144 milliards de dollars.(31)

Le combat des trois titans pour le marché mondial

L'année 1990 a marqué la victoire de l'impérialisme dans la guerre froide contre le socialisme. Il est revenu à un Américain d'origine japonaise, monsieur Fukiyama, d'annoncer solennellement la fin de l'histoire: le capitalisme a définitivement gagné la bataille. Mais, en Allemagne, un ancien officier SS, Franz Schönhuber, souleva une question: quel capitalisme a gagné la guerre froide? Mais qui a gagné? La question est pertinente. En effet, sur les ruines du socialisme soviétique, une nouvelle guerre froide s'est immédiatement enclenchée entre les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne.

Décidément, le capitalisme continuera toujours à se nourrir de la guerre. Il y dix ans, Reagan nous annonçait qu'avec un petit effort supplémentaire, l'Union soviétique, cette puissance diabolique, instaurerait sa domination mondiale. Aujourd'hui, un rapport de la CIA agite la menace jaune: le Japon s'est lancé désormais dans le combat pour «la domination économique mondiale».(32) Bush lui-même ne peut se passer du langage de la guerre froide. Comme les Rouges ne se tapissent plus, le couteau entre les dents, derrière le rideau de fer, Bush a dû inventer leur sosie: «Elle se cache derrière son propre rideau de fer du protectionnisme, la Communauté européenne.» «Et il poursuit: «Nous avons gagné la guerre froide et nous gagnerons les guerres économiques».(33)

Le déclin des Etats-Unis

Au sortir de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis étaient devenus le gendarme international, instaurant leur domination sur les cinq continents. Ils massacrèrent de façon gratuite quelques centaines de milliers de Japonais pour tester leurs armes nucléaires. L'ancien lieutenant de Trotsky, James Burnham, devenu le chef idéologique du président américain Truman, prônait le recours à la bombe atomique contre Staline. Les Etats-Unis livraient une guerre secrète contre tous les pays socialistes, une guerre qui se transforma en agression massive contre la Corée, en 1950. Ce fut leur premier échec d'envergure. Après avoir provoqué les insurrections anticomunistes à Berlin en 1953 et à Budapest en 1956, les Etats-Unis se lancèrent dans la longue guerre du Viêt-nam, du Cambodge et du Laos en 1960. Ils la perdirent et la puissance américaine continua à décliner. Puis, l'an dernier, les Etats-Unis gagnèrent une des plus impressionnantes guerres du siècle... contre un petit pays du tiers monde de 18 millions d'habitants. Certains en concluent que les Etats-Unis sont à nouveau cette unique superpuissance menant une politique d'hégémonie mondiale comme en 1945.

Mais peut-on vraiment décerner le titre de superpuissance unique à cette nation indigente, qui a dû mendier 45 milliards de dollars aux Japonais, aux Allemands, aux Saoudiens et autres Koweïtiens, pour se payer une guerre qui coûta, en tout, 55 milliards? Dans un rapport confidentiel, le Pentagone a exposé sa détermination à «dissuader n'importe quelle nation ou groupe de nations de défier la suprématie des Etats-Unis».(34) C'est une



On a dit que la destruction du socialisme mettrait fin à la guerre froide et que nous connaîtrions maintenant la paix et la démocratie. Or, les conflits armés en Yougoslavie, en Géorgie, en Moldavie, en Arménie et en Azerbaïdjan prouvent que le capitalisme rime toujours avec misère et guerre. (Photo: un soldat de l'armée fédérale yougoslave tué en Croatie).

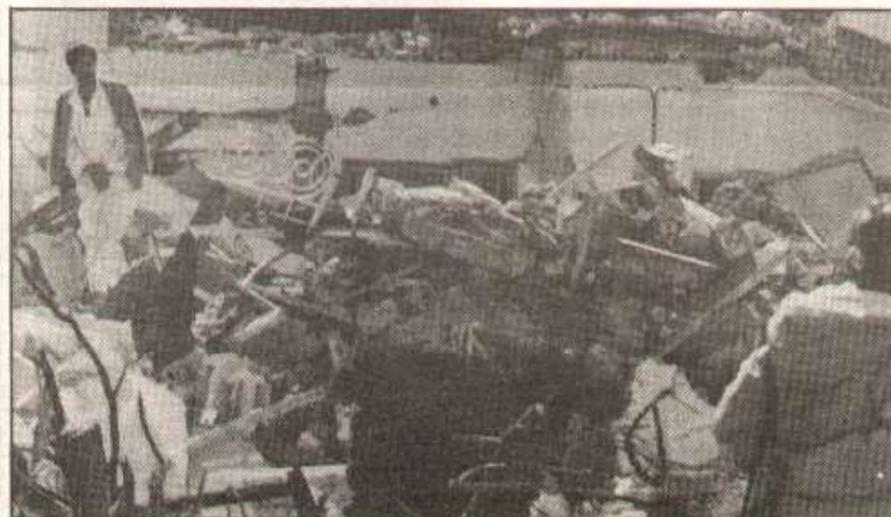
tentative désespérée et vouée à l'échec de maintenir le leadership mondial américain par la suprématie militaire. En effet, d'autres puissances économiques, plus dynamiques, ont constitué des zones où leur suprématie économique et politique est déjà une réalité.

Si une superpuissance pouvait se maintenir grâce à son seul pouvoir militaire, l'Union soviétique ne se serait pas effondrée. Or, les Etats-Unis, qui disposent toujours d'une puissance militaire inégalée, sont rongés de l'intérieur par des faiblesses économiques et des tares sociales très graves.

En 1982, Reagan a, pour la première fois, poussé le déficit du budget central au-delà du cap des cent milliards de dollars. Dix ans plus tard, en 1992, Bush aura un déficit de 400 milliards de dollars. En dix ans, l'ensemble des dettes de l'Etat américain est passé de 1.000 milliards de dollars à 4.080 milliards de dollars.(35) Si l'on ajoute aux dettes de l'Etat, celles accumulées par

les entreprises et par les particuliers américains, la montagne de dettes s'élève à 10.300 milliards de dollars.(36) Les Américains ont déjà consommé leur avenir.

Ensuite, ces mêmes Américains n'ont cessé d'entasser des explosifs sociaux. Aux Etats-Unis, les inégalités sociales sont telles qu'en certains quartiers et régions on se croirait en plein tiers monde. Sur une population totale de 250 millions d'habitants, 7 % de la population active, c'est-à-dire 8,9 millions de travailleurs, sont au chômage.(37) Les salaires réels par heure ont diminué de 13 % depuis 1973.(38) 25 millions d'Américains, un sur dix, reçoivent des bons d'alimentation pour



L'an dernier, les Etats-Unis gagnèrent une des plus impressionnantes guerres du siècle... contre un pays du tiers monde de 18 millions d'habitants. Dans un rapport confidentiel, le Pentagone a exposé sa détermination à «dissuader n'importe quelle nation ou groupe de nations de défier la suprématie des Etats-Unis».

survivre.(39) 40 millions d'Américains n'ont pas d'assurance médicale et 37 millions ont une couverture médicale insuffisante.(40) 45 % des enfants noirs et 39 % des enfants chicanos (métis) vivent dans la pauvreté.(41)

Avec tant de matières inflammables à la maison, on ne peut pas, à l'extérieur, faire le gendarme pour cinq milliards d'hommes. Et voilà que 4.000 soldats américains doivent aller refaire Desert Storm en plein Los Angeles! L'oppression terroriste que subissent quotidiennement les minorités noires, chicanos (latinos) et asiatiques a provoqué une révolte de grande ampleur. Saluons le courage de tous ces opprimés qui, dans différentes villes des Etats-Unis, attaquent de l'intérieur le plus grand ennemi des droits de l'homme, de la démocratie et de l'indépendance.

Guerres économiques sans merci

Le monde est devenu un village. Au nom de la compétitivité, l'ouvrier belge ou américain est poussé à concurrencer son frère qui travaille dans une entreprise sud-coréenne ou brésilienne. Au nom de la compétitivité, on enseigne dans toutes les langues, à l'ouvrier belge et mexicain, à l'ouvrier français et philippin, qu'il doit accepter la surexploitation et la compression salariale pour sortir du tunnel.

Les marchés mondiaux ne s'élargissent que faiblement. Mais les entreprises automatisées et robotisées du Japon, de la Communauté européenne et des Etats-Unis crachent des quantités de plus en plus considérables de voitures, d'ordinateurs, de matières plastiques. Le marché capitaliste est devenu trop étroit pour pouvoir nourrir ces trois fauves insatiables.

Jurant une fidélité inébranlable aux idéaux com-

Chez nous, il ne peut exister de voie européenne vers le socialisme puisque l'Europe à laquelle nous sommes confrontés, est l'Europe du grand capital, l'Europe du pillage du tiers monde, l'Europe allemande, l'Europe militariste s'appropriant à intervenir à l'Est comme au tiers monde.

muns du libéralisme et de la démocratie bourgeoise, les impérialistes américains, japonais et européens se livrent des guerres économiques sans merci.

En 1990, l'Allemagne, dont la population n'était qu'un quart de celle des Etats-Unis, exporta autant de marchandises que son concurrent américain: 391 milliards de dollars contre 389 milliards.(42) Le Japon réalisa 70 pour cent des exportations américaines, mais il connaît depuis dix ans la plus forte percée sur les marchés mondiaux. Ainsi, en cinq ans, de 1986 à 1990, le Japon a accumulé un surplus de sa balance commerciale de 425 milliards de dollars, comparés aux 353 réalisés par

l'Allemagne. Les Etats-Unis, par contre, ont perdu une masse d'argent en important beaucoup plus qu'ils n'exportent: leur déficit est de 655 milliards de dollars sur la même période.(43)

La machine économique, politique et militaire américaine a continué à tourner entre 1984 et 1990 grâce aux capitaux énormes qu'elle a attirés de l'étranger. L'afflux net de capitaux étrangers, au cours de ces sept ans, fut de 912 milliards de dollars. En fait, les Etats-Unis n'auraient pas pu rester debout, sans l'apport des capitaux japonais et allemands. Pendant cette même période, le Japon a réalisé une exportation nette de capitaux de 402 milliards de dollars et l'Allemagne de 313 milliards.(44)

Jadis, les Etats-Unis drainaient des milliards de dollars par an, grâce à leurs investissements à l'étranger et à leurs créances sur d'autres pays. Dans les cinq premières années de la décennie 80, cela leur rapportait encore 16,4 milliards de dollars en moyenne. Mais sous l'influence des dettes extérieures et des investissements étrangers aux Etats-Unis, ils ont eu, entre 1986 et 1990, une perte nette moyenne de 13,2 milliards de dollars sous forme d'intérêts et de dividendes. Dans la même période, le Japon a vu affluer, chaque année, 18,7 milliards de dollars d'intérêts et de dividendes, et l'Allemagne, 7 milliards.(45)

L'impérialisme américain est donc un colosse militaire sur un socle économique qui ne cesse de s'affaïssir. L'impérialisme japonais est devenu la première puissance financière et elle étend son contrôle sur la région du monde qui connaît la plus grande expansion, l'est asiatique. L'impérialisme allemand est devenu la première puissance exportatrice et elle dispose d'un nouveau champ d'exploitation de grande dimension en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS.

L'affrontement économique et politique entre ces

trois centres impérialistes est inévitable sur les cinq continents. A terme même, des affrontements militaires ne peuvent plus être exclus. Déjà en 1952, le camarade Staline disait: «Quelles sont les garanties que l'Allemagne et le Japon ne se remettront pas sur pied et n'essaieront pas de rompre la domination américaine pour mener une vie indépendante? Il n'y a pas de telles garanties. Mais il s'ensuit que le caractère inévitable des guerres entre pays capita-

listes continuera d'exister.»(46)

Les Etats-Unis, le Japon et la Communauté européenne sont devenus les trois piliers principaux d'un ordre mondial criminel, barbare et inhumain. S'ils sont dissemblables dans leurs points forts et leurs points faibles et utilisent des tactiques différentes, ils poursuivent une politique identique d'exploitation des travailleurs, de pillage du tiers monde et de domination des pays intermédiaires. Les communistes du monde entier doivent les combattre avec une même énergie et ils ne peuvent jamais se laisser utiliser par l'un dans sa rivalité avec l'autre. Bien sûr, les peuples de l'Amérique latine affrontent en première ligne les Etats-Unis, les peuples de l'Est asiatique sont le plus directement menacés par l'impérialisme japonais, les peuples d'Europe de l'Est et de l'ex-Union soviétique sont le plus directement confrontés à l'hégémonie allemande. Mais en Belgique, nous devons refuser aussi bien la suprématie américaine qui s'exprime dans l'Otan que l'hégémonie allemande qui s'exprime à travers la Communauté européenne. Nous ne pouvons pas nourrir le jeune loup européen pour chasser le vieux loup américain.

Plus les impérialistes pérorent sur les «valeurs éternelles communes de l'humanité», plus ils sont prêts à porter les plus sales coups à leurs concurrents. Avec le triomphe du capitalisme dans la guerre froide, c'est la loi de la jungle capitaliste qui a repris pleinement ses droits. Toutes les alliances, qui hier semblaient inébranlables, vont à la dérive. L'Allemagne, l'allié si fidèle de Washington, lorgne aussi vers la Russie et le Japon. Le Japon s'implante solidement en Angleterre. Si Mitterrand réaffirme la solidité du ménage germano-français, Madame Cresson penche vers

une alliance avec les Etats-Unis contre le Japon et, éventuellement, contre l'Allemagne.

Si les Etats-Unis ont des faiblesses manifestes, le Japon et l'Allemagne ont, eux aussi, des contradictions profondes. L'hégémonie allemande se heurtera tôt ou tard à l'opposition d'autres pays impérialistes de la Communauté. Si la situation devient plus explosive encore en Europe de l'Est et en ex-Union soviétique, l'Allemagne ne pourra pas contrôler la situation. Au Japon, début avril 92, les actions cotées en bourse avaient perdu 54 % de leur valeur de 1989. La valeur totale actuelle étant de 1.660 milliards de dollars, c'est pratiquement autant de dollars qui ont disparu en fumée. Les compagnies d'assurance, à elles seules, ont vu leurs avoirs diminués nominalement de 280 milliards de dollars.(47) Le système financier et bancaire japonais démontre son extrême fragilité. Aussi, un expert de la Banque Bruxelles-Lambert estime que: «Nous pourrions connaître en 92-93 une crise mondiale. Le risque de crise économique et de montée en flèche du chômage n'a jamais été aussi grand depuis 60 ans.»(48)

Non à l'impérialisme, non à l'Europe impérialiste

Les économies des trois centres impérialistes sont si étroitement imbriquées, que quelques accidents graves pourraient déstabiliser durablement le système. Si le mur de Berlin est tombé en quelques semaines, certains piliers de l'ordre impérialiste mondial pourraient céder en un temps tout aussi court. Puis, il faut se rappeler une autre donnée essentielle: par leur politique de pillage et de domination, les pays industrialisés qui comptent 820 millions d'habitants rendent la vie de plus en plus impossible à 4 milliards 200 millions d'humains de cette planète. Les agressions américaines contre la Grenade, le Nicaragua, le Panama et l'Irak, dans le but de maintenir un ordre barbare, ne font qu'augmenter la haine qu'éprouvent les masses travailleuses envers leurs oppresseurs. Les nouvelles agressions que les Etats-Unis, soutenus par le Japon et la Communauté européenne, préparent contre les forces nationalistes de la Lybie et contre les guerilleros du Sentier Lumineux au Pérou, ne feront qu'enflammer la lutte des peuples arabes et latino-américains.

Que ce soit dans le monde industrialisé ou dans le tiers monde, les révolutionnaires et les forces progressistes doivent rompre avec l'impérialisme sous toutes ses formes et toutes ses couleurs. L'impérialisme n'a plus rien d'autre à apporter à l'humanité que la misère, l'oppression et la famine, les destructions et les guerres. Chez nous, il ne peut exister de voie européenne vers le socialisme puisque l'Europe à laquelle nous sommes confrontés est l'Europe du grand capital, l'Europe du pillage du tiers monde, l'Europe de la régression sociale et de la répression, l'Europe militaire s'appuyant à maintenir le nouvel ordre libéral à l'Est et l'ancien ordre néo-colonial au Moyen-Orient et en Afrique. Mais quels que soient les méandres de la construction de l'Europe des monopoles, les travailleurs, les syndicalistes et les forces démocratiques doivent tout mettre en oeuvre pour renforcer leur unité dans les luttes contre l'ennemi commun, la grande bourgeoisie de tous les pays européens.

La Belgique à la veille de luttes de classes importantes

En cette année mémorable de 1990, nous avons vu, dans notre pays aussi, se lever des croque-morts fanatiques, ivres de pouvoir. Pour la quatrième fois de l'histoire, ils ont enterré le vénérable Karl Marx. Chez nous, le maître de ces pompes funèbres a été Madame Anne-Marie Lizin, dans son ouvrage préfacé par Willy Brandt. Pourtant, il ne faudra pas attendre longtemps avant de constater, pour la cinquième fois, que le marxisme révolutionnaire est bien vivant. Il suffit de ne pas se laisser aveugler par l'anticommunisme,



Les Américains n'ont cessé d'entasser des explosifs sociaux. Aux Etats-Unis, les inégalités sociales sont telles qu'en certains quartiers et régions on se croirait en plein tiers monde. Photo: manifestation à Los Angeles pour protester contre les brutalités policières (Unity).

qu'il soit d'extrême droite ou social-démocrate. Il suffit d'ouvrir les yeux sur notre monde où s'aggravent toutes les contradictions économiques et sociales.

Le marxisme nous apprend que la société capitaliste est essentiellement divisée en deux classes sociales antagoniques, la classe capitaliste, qui possède les moyens de production et domine l'appareil d'Etat, et la classe des travailleurs, qui n'ont que leur force de travail à vendre. L'idée

une analyse adéquate de la société, l'espoir de l'effondrement du capitalisme est une illusion».(49) Elle continue en louant les mérites d'Henri De Man, l'ancien président du PS, qui définit, en 1935, «une technique de cohabitation avec le capital».(50) Qu'Henri De Man, président du Parti socialiste, soit devenu, en 1940, un adepte du fascisme hitlérien, n'a en rien changé les idées de la social-démocratie. Lizin continue: «L'Internationale Socialiste, reconstituée en 1951,

a confirmé sans la moindre ambiguïté son renoncement au marxisme».(51) finalement, Lizin a la franchise de résumer ainsi l'histoire de la social-démocratie: «un siècle de cohabitation avec le

capitalisme».(52) Pour être plus précise, elle aurait pu dire: un siècle de cohabitation avec le colonialisme, avec les fauteurs de guerre, avec les pires exploités.

Les partis «démocratiques» contre les travailleurs

Au Congrès de Tournai, Spitaels a expliqué d'une autre manière que le Parti socialiste a ouvertement abandonné la lutte des classes des travailleurs et des exploités contre le grand capital. Il s'est exclamé: «Oui, nous sommes inter-classistes». C'est avouer qu'à la tête du PS, on trouve des personnes qui représentent les intérêts de la classe bourgeoise. C'est avouer qu'au sein du PS, les travailleurs sont subordonnés et enchaînés à la classe des grands capitalistes. Quand la social-

essentielle de Marx est que la lutte des classes et la guerre des classes se trouve au cœur de la société bourgeoise. Les travailleurs doivent mener une lutte de classes contre leurs propres capitalistes qui pillent le tiers monde et y exploitent de façon barbare et inhumaine des centaines de millions d'hommes, nos frères de lutte. Les travailleurs doivent mener sans relâche la lutte de classes pour limiter l'exploitation par les capitalistes et pour arracher leur droit à l'expression démocratique, à l'enseignement, à la santé. Dans cette lutte permanente, les travailleurs doivent se préparer à renverser finalement le système basé sur la dictature du capital et sur l'exploitation de l'homme par l'homme. La lutte de classes entre la majorité des travailleurs et la minorité de grands capitalistes vise la destruction de la dictature de la bourgeoisie et l'instauration du pouvoir révolutionnaire des ouvriers et des travailleurs. Il n'y a pas d'autre voie pour échapper au cercle infernal de l'exploitation, de la misère, du fascisme et de la guerre. La contre-révolution à l'Est ne fait que confirmer ces idées. Libérés d'un socialisme miné depuis 35 ans par le révisionisme, ces pays connaissent aujourd'hui toutes les contradictions antagoniques du capitalisme.

Le retour des vieux traitres Bernstein et De Man

Le rétablissement d'un capitalisme sauvage a coïncidé avec la résurrection de l'antimarxisme de type fasciste, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest. Or, cet antimarxisme de type fasciste s'est nourri de l'antimarxisme de type social-démocrate qui lui a préparé la voie.

En Belgique, c'est donc Madame Anne-Marie Lizin qui s'est lancée dans la bataille antimarxiste pour la défense ouverte du capitalisme. Pour la mettre sur les rails posés par l'impérialisme allemand, Willy Brandt a signé la préface. «Nous avons accueilli de tout coeur les révolutions pacifiques de 1989», dit-il en substance. Madame Lizin peut maintenant nous expliquer le sens de la révolution de 1989. De façon étonnante, elle commence ainsi son exposé des nouvelles idées de la social-démocratie: «Tout fut déjà dit et bien dit en 1899. Bernstein affirma alors: le marxisme n'est pas

démocratie annonce la fin du marxisme et de la lutte des classes, elle n'adopte nullement une position neutre ou impartiale au dessus de la mêlée. Non, les directions des partis socialistes aident activement, habilement la bourgeoisie dans sa lutte de classes permanente contre les travailleurs. Les multinationales ont, depuis une vingtaine d'années, étendu leurs tentacules sur le monde entier et, sous le poids d'une exploitation redoublée, l'ensemble du monde capitaliste est entré en crise. Pour se maintenir, les différentes multinationales mènent une véritable guerre de classes contre les peuples opprimés du tiers monde et contre les travailleurs de chez nous. La création d'une Europe du grand capital constitue le plan stratégique pour cette guerre de classes contre le tiers monde et contre les travailleurs. Or, en Belgique, les partis libéraux, sociaux-chrétiens, sociaux-démocrates et nationalistes suivent une politique presque identique, axée sur le renforcement du grand capital et la construction de l'Europe des monopoles. Depuis quinze ans, chaque année budgétaire impose de nouveaux sacrifices aux travailleurs et aux allocataires sociaux. Les travailleurs sont appauvris, étape par étape, par les licenciements, les restrictions voire les diminutions salariales, le démantèlement de la sécurité sociale, l'augmentation des impôts. Les travailleurs sont surexploités par les restructurations, les rythmes de travail intensifiés, l'introduction de la flexibilité.

D'année en année, les directions social-démocrates, social-chrétiennes, libérales et nationalistes ont imposé de nouveaux sacrifices à l'aide de slogans publicitaires démagogiques: «le tonus en plus», «le retour du coeur», «alors, on se réveille?». Chaque nouvelle attaque contre les travailleurs se justifiait parce qu'elle rendrait la fin du tunnel plus proche. Or, après quinze ans de sacrifices, rien n'est résolu, bien au contraire. A mesure que le grand capital affermit son emprise sur le monde, on parle de plus en plus de chômage, de famines, de destructions, de misère, de récession, de guerre.

De l'anticommunisme au fascisme

Le dégoût des travailleurs pour les partis bourgeois, pseudo-démocratiques, est normal et bien compréhensible.

Mais il s'est exprimé dans un soutien aux partis fascistes. Ici, il est essentiel de comprendre que ce sont les partis pseudo-démocratiques qui ont poussé les travailleurs dans les bras des fascistes. D'abord, en menant d'incessantes campagnes anticommunistes. Pour justifier la reconquête de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique par le capitalisme sauvage, tous les partis bourgeois ont présenté le socialisme et le communisme comme une utopie dangereuse voire criminelle. Madame Lizin ne dit rien d'autre que les fascistes, lorsqu'elle affirme que le communisme «fut l'une des illusions les plus dangereuses et les plus criminelles de notre siècle».(53) Ensuite, la social-démo-



Anne-Marie Lizin (PS) loue les mérites d'Henri De Man, l'ancien président du PS, qui définit, en 1935, «une technique de cohabitation avec le capital». Qu'Henri De Man, président du Parti socialiste, soit devenu un adepte du fascisme hitlérien, n'a en rien changé les idées de la social-démocratie.



cratie ressasse depuis des années le même discours: il n'y a pas d'alternative à la politique bourgeoise, il est absurde de vouloir mettre en cause la domination du capital. Alors, après avoir entendu, pendant tout ce temps, les variations démagogiques sur le thème du «*coeur en plus*» et des «*vraies valeurs morales de l'imagination, de l'initiative, de la solidarité et de la volonté*», après avoir vu se dégrader leur situation, certains travailleurs cherchent des solutions plus radicales dans la seule voie qu'on dit possible: celle de l'anticommunisme et de la politique de droite. La social-démocratie prétend que le renforcement du grand capital est la seule voie praticable. Il ne faut pas s'étonner que des gens désespérés veulent aller plus vite et plus radicalement dans cette direction. C'est ainsi que la social-démocratie de droite ouvre la voie au fascisme. Celui-ci ne représente pas une autre classe sociale: tout comme la social-démocratie de droite, il est partisan du renforcement du grand capital et de la formation d'une superpuissance européenne. Mais dans une situation de crise générale, le fascisme compte imposer de façon plus radicale les solutions capitalistes en recourant à la terreur extra-légale et en brisant les organisations de défense des travailleurs, le parti communiste et les syndicats. Comme la social-démocratie n'a cessé d'affirmer qu'on ne peut rien entreprendre contre le grand capital, le fascisme tire profit du désarroi et du désespoir des gens pour susciter une haine enragée contre la partie la plus faible des travailleurs et contre ceux qui osent les défendre. Le fascisme, c'est la haine, la violence et la terreur contre les plus faibles, contre les plus opprimés et contre la gauche.

Ce que veulent les fascistes

Quel est aujourd'hui le programme fasciste pour lequel 479.917 Belges ont voté? On distingue trois axes majeurs. Un: briser les organisations de défense de travailleurs. Deux: aider les monopoles européens à instaurer la domination mondiale. Trois: se préparer à la terreur et à la guerre. Point un: les organisations fascistes sont, avant tout, des organisations de combat anticommunistes et antisyndicales. Depuis toujours, l'objectif des fascistes est de détruire tous les pays socialistes, à commencer par l'Union soviétique. Leur but suivant est d'attaquer, de persécuter et d'interdire les véritables partis communistes. Le Vlaams Blok annonce aussi vouloir «*mettre fin à la dictature syndicale en Belgique*», c'est-à-dire réprimer tout syndicalisme de combat. Point deux: les fascistes sont partisans d'un plus large transfert de fonds aux monopoles pour créer une Europe forte, construite autour de la monnaie allemande; une armée européenne puissante doit instaurer un protectorat sur l'Europe de l'Est, les

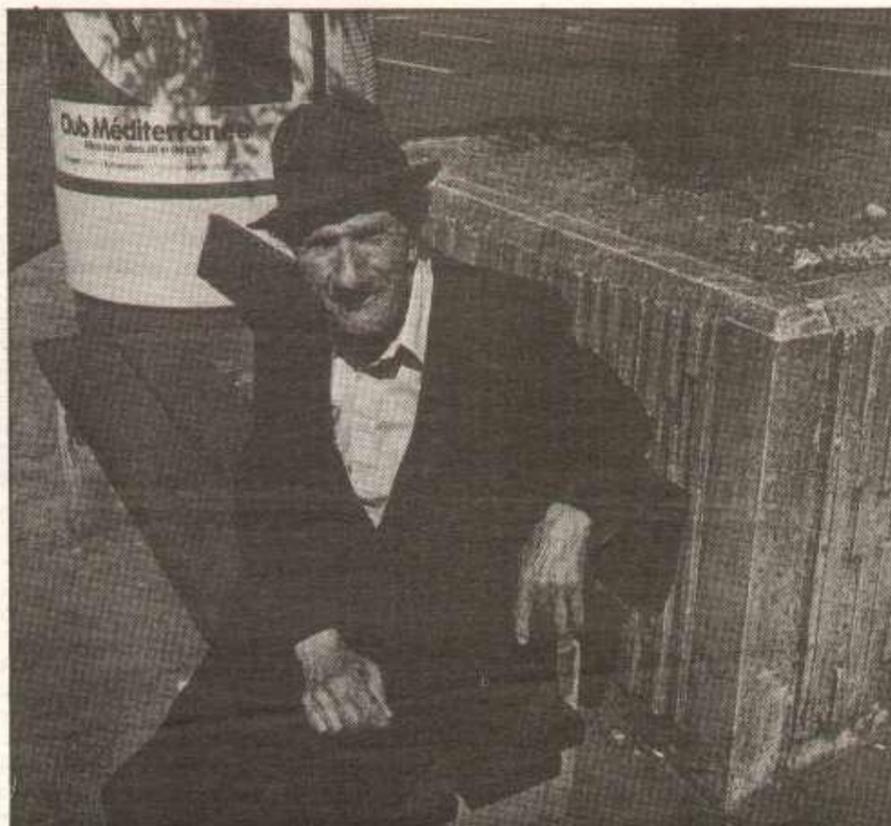
Une politique de capitulation sous prétexte de «réalisme» et le refus d'élaborer une alternative de gauche, font le lit du fascisme.

Balkans et le Moyen-Orient.

Point trois: les fascistes se préparent à réaliser ces objectifs du grand capital par la terreur et la guerre.

Le racisme prépare les esprits à la terreur. En excitant les gens à une haine bestiale envers les travailleurs immigrés, le Vlaams Blok prépare psychologiquement ses adeptes à tuer. La terreur expérimentée d'abord contre des immigrés, s'étendra à la gauche. Pour nous, ne pas lutter pied à pied, jour après jour contre le racisme, c'est nous rendre complice de l'entraînement au terrorisme qui se déroule sous nos yeux. La campagne «*Objectif 497.917*» est essentielle pour le travail parmi la jeunesse, parmi les intellectuels, dans les syndicats et sur les lieux de travail.

Le nationalisme, lui aussi, prépare les esprits à la terreur. Et même si le chef du Vlaams Blok dénonce «*le parasite wallon sur le sol flamand, le parasite wallon sur le travail flamand*»(54), le séparatisme, flamand et wallon, a apporté son plein soutien au séparatisme croate. La guerre



Depuis vingt ans, chaque année budgétaire impose de nouveaux sacrifices aux travailleurs et aux allocataires sociaux. Les travailleurs sont appauvris, étape par étape, par les licenciements, les restrictions voire les diminutions salariales, le démantèlement de la sécurité sociale, l'augmentation des impôts.

civile en Yougoslavie nous montre à quoi sont prêts les fascistes — en Belgique aussi — en cas de crise majeure.

Le racisme contre les masses du tiers monde prépare les esprits à la guerre, à l'envoi d'une armée européenne pour assurer le contrôle des Balkans et du Moyen-Orient.

La leçon du 24 novembre n'a pas été comprise

Ainsi, 497.917 Belges ont voté pour ce programme, rédigé par des anciens SS et collaborateurs qui se vantent de compter parmi leurs membres d'honneur le vieux commandant de la milice nazie Dinaso, Jef François.

La leçon a-t-elle été comprise? Les partis socialistes sont-ils prêts à rompre radicalement avec une politique qui a fait payer les travailleurs pour l'enrichissement continu des plus riches? Que du contraire! La direction social-démocrate serine les mêmes rengaines: il faut être réaliste, il n'y a pas d'alternative, il faut revigorer le grand capital pour qu'il soit compétitif. «*Il faut avoir le courage de prendre des mesures impopulaires*», dé-

clare Vandembroucke.(55) Ce courage, ils l'ont depuis vingt ans et il a ouvert la route aux fascistes.

Ces gens nous prétendent qu'ils représentent la démocratie face au fascisme. Quelle démocratie? Leur nouveau programme gouvernemental part d'un thème central: pour que le franc belge puisse continuer à être lié au mark allemand, il faut appliquer les accords de Maastricht et retrancher en quatre années 240 milliards au budget.

Or, ces accords de Maastricht sont dictés par la Banque centrale allemande et par le patronat allemand. Les accords de Maastricht sont l'aveu terrible que c'est bel et bien le grand capital qui impose directement sa dictature aux travailleurs et à la société. Les politiciens de la social-démocratie et de la démocratie chrétienne sont là pour faire passer les ordres du grand capital et principalement du grand capital allemand. Les banquiers et industriels prennent des décisions essentielles pour notre vie, sans tenir compte le moins du monde de l'avis de ceux qui en subissent

toutes les conséquences. La démocratie bourgeoise est une farce et un leurre. Si nécessaire, la bourgeoisie n'hésite jamais à remplacer cette pseudo-démocratie par une dictature ouverte contre les travailleurs. «*Si l'Occident est confronté à l'émergence d'une série de dictatures, il doit savoir distinguer les bonnes des mauvaises*», écrit récemment William Odom, général américain en retraite.(56) Aux Etats-Unis, nous voyons d'ailleurs que les forces fascistes ont, pour ainsi dire, une place organique dans la démocratie bourgeoise. Le général Singlaub, proche de Reagan, fut au cours des années quatre-vingts un des principaux chefs de la World Anti-Communist League qui regroupe la plupart des organisations fascistes du monde. La League fut utilisée à fond par le gouvernement américain, lorsqu'il fallait mener des opérations clandestines, interdites par le Congrès, contre le Nicaragua sandiniste. Suite au diktat de Maastricht, le gouvernement belge vient de prendre des mesures qui feront perdre aux travailleurs à nouveau 25 milliards dans le domaine de la Sécurité sociale, sur une base annuelle. Beaucoup de travailleurs payeront 1% de cotisation supplémentaire, les chômeurs et les malades seront à nouveau durement touchés. Est-ce qu'en attaquant ainsi les faibles, on veut les pousser à s'attaquer aux plus faibles qu'eux, aux sous-hommes sans droits, aux immigrés? Les dirigeants social-démocrates veulent-ils continuer à porter de l'eau au moulin fasciste?

D'ailleurs, le programme gouvernemental déclare: «*Le gouvernement répondra de manière résolue, mais humaine, aux problèmes de l'immigration*».(56) Cette formulation correspond mot pour mot à celle utilisée par le Vlaams Blok. On affirme que le problème, c'est l'immigration et non pas le racisme et le fascisme, on affirme que le problème, c'est l'immigration et non l'absence de droits égaux pour les immigrés. «*Le problème de l'illégalité est une plaie. Une plaie qui doit être prise en main de façon énergique*», dira encore le ministre de l'Intérieur Tobback, se faisant l'écho des fascistes qui affirment que les immigrés constituent une plaie dans notre société.(57)

Ensuite, le programme gouvernemental affirme l'intention de «*poursuivre le développement de la structure fédérale de l'Etat*».(58) Avant les élections, Spitaels écrivait: «*Un Wallon qui veut défendre la Wallonie vote PS*».(59) Après les élections, Dehousse et Happart affirmaient: «*Le peuple wallon a le droit de former une nation autonome*».(60) Ces positions, véritables traductions en français des thèses du Vlaams Blok, continuent à nourrir le nationalisme de type fasciste.

Voyons maintenant le chapitre de l'expansionnisme et du militarisme européen. Spitaels déclare que «*l'Europe permet de compter comme puis-*

sance mondiale».(61) Coëme dit au patronat wallon: «*L'armée devra à l'avenir être capable de projeter ses forces à l'étranger afin de sauvegarder les intérêts vitaux belges et européens*».(62) Puis, pour nous donner une idée des guerres futures, Coëme cite les problèmes de l'Afrique, du Golfe, de l'Irak, de la zone allant de la Mauritanie au Pakistan, de la Yougoslavie et de l'Union soviétique pour conclure qu'une «*politique de défense nationale est complètement dépassée*».(63) Toutes ces déclarations, le Vlaams Blok peut les reprendre à son compte, sans en changer un iota.

Le réalisme du capital, le réalisme du travail

Tout ce qui précède indique bien que le gouvernement actuel continuera à nourrir la bête immonde qu'est le fascisme. Les partis fascistes réaliseront-ils de nouvelles percées? Beaucoup dépendra de l'attitude des responsables syndicaux. Nous savons qu'un des buts principaux de l'extrême droite est d'éliminer le syndicalisme de combat. Nous avons pu le constater depuis des années dans de nombreuses usines: en capitulant devant les attaques patronales et gouvernementales, en détruisant la volonté de lutte des travailleurs par des manoeuvres antidémocratiques, en sanctionnant des délégués de gauche, les dirigeants syndicaux de droite provoquent des réactions d'aversion au sein du mouvement syndical. Or, l'antisindicalisme ainsi suscité a poussé des dizaines de milliers d'ouvriers dans les bras des fascistes. Si les directions syndicales donnent ne fût-ce que l'impression d'être complices du gouvernement, si elles démobilisent les travailleurs, si elles refusent le débat démocratique sur une alternative de gauche radicale, les conséquences seront graves.

Ainsi, Roger Piton, qui a pris dans le passé certaines positions de gauche, vient de déclarer: «*Nous ne pensons pas qu'il y avait moyen de faire beaucoup mieux*»; il faut cesser les «*critiques constantes*» contre le PS et les accusations de «*compromission*»...(Tribune générale: «*Un peu de sang-froid*») Démobiliser ainsi les travailleurs et capituler devant le PS et le gouvernement peut gravement nuire au mouvement syndical. Spitaels a récemment déclaré: «*La réputation de gréviculteur des travailleurs wallons a été gommée*».(64) Ainsi, la direction du PS voudrait pratiquement interdire aux travailleurs de réagir contre les nouvelles attaques. Si elles veulent éviter que la lèpre de l'antisindicalisme et du fascisme se répande davantage parmi les travailleurs, les directions syndicales devront se distancier radicalement de telles positions et des mesures gouvernementales.

Les berceuses sur le thème du «réalisme», la voie facile, la lâcheté, la capitulation ne mènent nulle part, si ce n'est à la démoralisation et à la fuite vers le radicalisme fasciste. Qu'ont gagné les directions syndicales à être «réalistes» depuis des décennies? Leur seul acquis est que les thèses fascistes, complètement déconsidérées et abhorrées il y a vingt ans, font maintenant figure de programme réaliste aux yeux de certains travailleurs. A force de se montrer réaliste et lâche, le programme le plus féroce et le plus barbare de la bourgeoisie prend des allures «réalistes».

En effet, chacun doit choisir son réalisme et il n'y a, au fond, que deux positions réalistes. Il y a le réalisme du grand capital et le réalisme de la classe ouvrière et des travailleurs. Le réalisme du capital, c'est l'exploitation accrue, l'appauvrissement continu, la criminalité rampante, le fascisme et la guerre. Le réalisme du capital, ce sont les 150.000 hommes massacrés lors de la guerre du Golfe et, plus près de nous, les 10.000 morts de la guerre civile en Croatie où certains de nos fascistes participent déjà aux massacres. Les travailleurs suivront-ils la voie du réalisme qui les conduit à s'entretenir au seul profit des capitalistes? La Croatie et la Bosnie frappent déjà à nos portes. Le réalisme de la classe ouvrière, c'est la conscience qu'il faut lutter et mobiliser chaque jour, qu'il faut imposer, par la force du nombre, des mesures radicales frappant le capital et les riches, qu'il faut faire une révolution sociale pour en finir avec l'exploitation, l'oppression et la guerre et pour construire une société socialiste. Le réalisme de la classe ouvrière, c'est d'unir toutes les forces populaires pour frapper le grand capital, l'ennemi

commun de toute l'humanité opprimée et exploitée.

La véritable danse des centaines de milliards

Le désarroi et le désespoir se sont emparés de centaines de milliers de Belges. Les gens en ont ras-le-bol de voir et de revoir les mêmes ânes rasser leur charivari sur le fédéralisme et sur l'Europe, sur les sacrifices et les impôts de solidarité, sur la rigueur et autres décisions courageuses. A longueur de sacrifices, le tunnel semble s'allonger indéfiniment. Il est sûr que nous avons été trompés, roulés, dépouillés. Mais par qui? Par les trois Marocains du coin? C'est perdre complètement de vue les véritables proportions de l'escroquerie et du vol qu'ont subis les travailleurs: ils se chiffrent en centaines de milliards de francs. Et ces centaines de milliards ne sont nullement passés dans les poches du pauvre bougre que vous voyez dans votre quartier. Au contraire, le Marocain et le Turc ont été frappés par l'austérité et la rigueur tout autant que vous. Non, ces centaines de milliards sont passés dans les coffres-forts des quartiers riches où vous ne mettez jamais les pieds.

Pour brosser le portrait des véritables voleurs et criminels, il faut parler chiffres. 7.000 milliards. 1.400 milliards. 800 milliards. 700 milliards. Ca vous dit quelque chose? Il est vrai que les dix mille francs d'allocations familiales d'un Marocain frappent plus l'imagination de certains.

Commençons donc par **7.000 milliards** de francs belges.

C'est la valeur de tout ce qui est produit en une année en Belgique. 7.000 milliards, c'est la fortune que possède un pour cent des ménages belges. Un pour cent de la population possède un quart de toutes les fortunes de la Belgique. 40.000 ménages réellement conquérants, envahissants, engloutissant les richesses. Un pour cent de la population qu'il convient de montrer du doigt, plutôt que cet autre un pour cent des ménages que représentent les Marocains et les Turcs. Ensemble, ils ne constituent que 2,2 % de la population belge, soit moins d'un pour cent des ménages. Ils ont parmi les fortunes les plus minces du pays. Quand le Vlaams Blok hurle «Eigen volk eerst» (Notre peuple d'abord) cela signifie «Rijk volk eerst» (Nos riches d'abord) et il défend ce un pour cent de super-riches qui possèdent une fortune de 7.000 milliards de francs.

Notre deuxième chiffre est **1.400 milliards**. Ce sont les revenus de la propriété: actions, placements, immobilier. De 1980 à 1991, les revenus de la propriété ont augmenté de 143%; ils sont passés de 580 à 1.400 milliards. Les revenus de la propriété représentent 40 % de l'ensemble des revenus du travail. Si les revenus de la propriété ont augmenté de 143%, ceux du travail, par contre, n'ont augmenté que de 63%. (65) Voulez-vous savoir où sont passés les résultats des onze années de sacrifices consentis par les allocataires sociaux? Ne cherchez pas du côté des immigrés ou des Flamands. Ceux qui possèdent les actions, les grands comptes en banques, le parc immobilier, ont vu augmenter leur revenus de 830 milliards en onze ans.

Le troisième chiffre est **800 milliards**. 800 milliards, ce sont les bénéfices des entreprises en 1991. De 240 milliards en 1980, ils sont passés à 800 milliards en onze ans, un bond de 560 milliards, un saut de 50 milliards par an, avec les libéraux comme avec les socialistes. Dans le Produit national brut, la part des salaires a diminué de 7,6% en onze ans, alors que la part des bénéfices a augmenté de 5%. Deux tiers des résultats de vos sacrifices salariaux ont simplement été empochés par les patrons. Vous ressentez de la haine face à l'injustice qui vous a été faite et vous cherchez les coupables? Ne laissez pas les anciens nazis vous monter la tête contre les immigrés qui empocheraient de faramineuses allocations de chômage. En 1990, les Turcs et les Marocains ont reçu 5,6 milliards d'allocations de chômage sur un total de 200 milliards. Les Turcs et les Marocains ont cotisé comme tout le monde pour avoir droit à ces allocations. En plus, leurs allocations ont diminué, comme celles de tout le monde, parce que l'Etat a diminué ses subsides. De 290 milliards en 1983, ils sont passés à 170 milliards en 1991; 120 milliards volés aux tra-

vaillants. 120 milliards volés par l'Etat capitaliste. 560 milliards de bénéfices en plus, empochés par les patrons, voilà les grandes injustices et non les 5 milliards d'allocations auxquels Turcs et Marocains ont, du reste, parfaitement droit.

Un dernier chiffre: **700 milliards**. 720 milliards pour être exact. Tel est le montant des intérêts que l'Etat a versés en 1991 à ses créanciers. 700 milliards d'intérêts, un chiffre énorme, égal à dix pour cent du fruit du travail annuel de la Belgique. Les 8.500 milliards de dettes que la Belgique a accumulées ont surtout servi à aider et à soutenir le patronat. Et cette montagne de dettes assure en même temps des revenus fixes aux banques qui touchent 65 % du total des intérêts payés par l'Etat, soit 460 des 700 milliards d'intérêts payés sur la dette publique. Détenant la plus grosse part des 8.500 milliards de créances sur l'Etat, les banques ont réellement pris l'Etat capitaliste en otage. La machine de l'Etat dépend des banques et obéit aux banques, elle n'obéit nullement à la volonté démocratique qui s'exprimerait lors des élections bidons.

Faire payer les riches, c'est possible

Connaissant les coupables de la dégradation salariale et sociale, on sait aussi où il faut chercher les solutions. Un homme normal peut-il réellement croire qu'en créant un climat de haine hystérique contre les 2,2% de la population qui sont d'origine marocaine et turque — 2,2%, femmes, enfants, vieillards compris — on sortira du tunnel capitaliste? Quand nos nazis belges commenceront à assassiner des Arabes et des Turcs, comme leurs collègues allemands l'ont déjà fait, croyez-vous que vous serez plus près de la solution aux injustices capitalistes? La haine bestiale, débile, irrationnelle que la droite sème contre les immigrés ne sert-elle pas, justement, à détourner les yeux des vrais coupables? Cette haine contre des travailleurs immigrés ne sert-elle pas à escamoter les grands vols et escroqueries, les 7.000 milliards, les 1.400 milliards, les 700 et les 800 milliards?

D'abord les **7.000 milliards**, la fortune d'un pour cent des super-riches.

En cette période de crise, ce ne serait que justice de faire enregistrer nominalement toutes les fortunes mobilières et immobilières et d'instaurer un impôt de solidarité d'un pour cent sur toutes les fortunes dépassant 20 millions de francs. Cette mesure rapporterait 40 milliards.

Ensuite les **1.400 milliards**, les revenus de la propriété. Ces revenus que les rentiers touchent sans lever le petit doigt doivent être taxés de la même manière que les salaires que d'autres gagnent à la sueur de leur front. Les revenus mobiliers doivent à nouveau être globalisés aux revenus du travail. Cette mesure rapporterait 100 milliards.

Viennent alors les **800 milliards** de bénéfices des

entreprises. En 1980, les entreprises payaient un taux d'impôts de 41,7%. Ce taux est descendu actuellement à 18 %. En rétablissant le taux de 1980, on récupérerait 130 milliards.

Enfin, il y a les **700 milliards** d'intérêts sur la dette de l'Etat.

Une réduction de deux points des taux d'intérêts, payés sur les dettes à long terme que possèdent les banques, permettrait de gagner 60 milliards.

Un mot encore sur la fraude fiscale. Elle est estimée à **150 milliards**. Un jeune d'origine marocaine qui vole quelques milliers de francs peut être expulsé vers un pays où il n'a jamais mis les pieds. Certains jeunes d'origine immigrée, sans travail, sans formation adéquate, sans avenir, tombent dans la petite délinquance, tout comme les jeunes Belges qui partagent leurs conditions de vie. Les fascistes en profitent pour mener campagne en faveur d'une répression draconienne de la criminalité. Leur objectif est de renforcer le nombre de policiers et de gendarmes et de perfectionner leurs armes et leurs technologies, pour réprimer les immigrés mais aussi et surtout les mouvements sociaux et syndicaux anticapitalistes. Or, la véritable grande criminalité ne concerne pas les petits délits, pas même les grands hold-ups qui rapportent tout au plus quelques dizaines de millions. La grande criminalité, les grands vols se situent dans les plus hautes sphères de cette société. Les 150 milliards de fraude en donnent la mesure. La bourgeoisie, qui est prête à réprimer de façon brutale et violente la petite délinquance, refuse de s'en prendre aux grands criminels de la haute société. L'argent de la grande criminalité passe d'une façon ou d'une autre par les banques. Il faut les nationaliser. Il faut lever le secret bancaire et l'administration doit avoir accès aux situations et aux mouvements de tous les comptes.

Plus de courage, plus de militantisme

Catastrophes et guerres civiles à l'Est, hégémonie allemande en Europe, guerres économiques entre les Etats-Unis, le Japon et la Communauté européenne, montée du fascisme, situation intenable de trois milliards d'hommes dans le tiers monde. Pour toute l'Europe s'ouvre une nouvelle période d'instabilité et de conflits sociaux et nationaux graves. Seuls les vrais communistes sont politiquement et moralement armés pour affronter les luttes à venir dans une fidélité totale aux ouvriers, aux travailleurs, aux peuples opprimés du tiers monde. L'année passée, nous avons dit qu'il est nécessaire et possible d'élargir le champ de notre propagande et les rangs de notre parti de 25%. Certaines sections l'ont dépassé, et on peut mentionner ici spécialement notre organisation de jeunesse Rebelle. D'autres doivent atteindre l'objectif de 25% au cours de cette année. Unité par unité, nous fixerons des objectifs précis. Il y a quelques semaines, le nombre de nos abonnés à Solidaire a atteint un record «historique»: jamais

au cours de nos vingt deux ans d'existence, nous en avons eus autant. Ceci indique le grand intérêt des progressistes pour une analyse bien fouillée et basée sur la science marxiste. Ceci constitue aussi, pour chacun de nous, un encouragement pour militer avec plus d'intensité partout parmi les masses. De plus en plus de gens de gauche se rendent compte que seuls les communistes analysent sans complaisance les tares et les crimes du capitalisme et de l'impérialisme et que seuls les communistes ont le courage de leurs idées de gauche. L'absence de courage politique est une source de révisionnisme et de dégénérescence, chez nous aussi. Lorsque la vague anticommuniste déferlait, en 1989, ceux qui ont fait preuve de courage ont obtenu des succès, ceux qui ont reculé, n'ont abouti à rien. Devant les agressions du patronat et du gouvernement, devant la démesure du racisme et du fascisme, nous devons tous faire preuve de courage, de détermination, d'initiative et d'esprit de lutte.

Vive la révolution socialiste!

Vive le marxisme-léninisme!

Vive le mouvement communiste international!

Vive le Parti du Travail de Belgique!

(1) Chambre des Représentants, Compte rendu analytique, vendredi 9 février 1990. (2) UNO: Economic bulletin for Europe vol 43, 1991: The ECE economies in the 1991, p.25. (3) International Herald Tribune, avril 6, 1992, p.9. (4) Le Monde Diplomatique, mars 92: La Russie, une société pauvre dans un pays pauvre, Annon Kapeliouk. (5) NRC-Handelsblad, 30 mars 1992: Het Westen kijkt toe hoe het Oosten wegzinkt. (6) Ibidem. (7) Le Soir, 31 mars 92: Vague de licenciements. (8) Le Monde Diplomatique, mars 92: La Russie, une société pauvre dans un pays pauvre, Annon Kapeliouk. (9) Ibidem. (10) Ibidem. (11) IHT, 16 jan 92: Germany on aiding ex-soviets. (12) International Herald Tribune, avril 6, 1992, p.9. (13) Le Monde Diplomatique, mars 92: La Russie, une société pauvre dans un pays pauvre, Annon Kapeliouk. (14) Le Figaro, 20 mars 92: Le rideau de fer américain, NRC-Handelsblad, 5 mars 92: Op een kier. (15) Jacques Attali, AFP dépêche 030021, vend 3 avril 92. (16) Navo-koerier, n°6-déc. 1991, p.4. (17) La Libre Belgique, 21 déc. 1991: La lettre d'Eltine sur l'adhésion à l'Otan. (18) Navo-koerier, n°6, déc. 1991, p.4. (19) Wömer: Discours aux Grandes Conférences Catholiques Palais des Congrès Bruxelles, 27 janvier 1992, Press service Otan; Navo-koerier, n°6, décembre 1991, p.5. (20) Morgan Guaranty Trust Company World financial markets sept-oct 1991, oct 8, p.4. (21) Morgan Guaranty Trust Company World financial markets sept-oct 1991, oct 8, p.13. (22) Le Monde Diplomatique, Manière de voir n° 12, mai 1991, p.48. (23) Economist feb 15, 1992, p. 26. (24) The Wall Street Journal, feb 7-8, 1992, p. 10. (25) International Herald Tribune, march 18, 1992, p.6. (26) Le Monde 23 jan 92, p. 18. (27) Le Monde, 1 avril 92, p.4. (28) Le Monde 29-30 mars 1992, p. 24. (29) International Herald Tribune, 28-29 march 1992, p.7. (30) Le Figaro, 20/03/1992: Le défi ukrainien. (31) Le Monde Diplomatique: De l'Allemagne comme puissance militaire; Laurent Carroué; Le Monde Diplomatique; Manière de voir n° 12, mai 1991, p.60. (32) CIA J. Dougherty Rochester Institut of Technology; IHT 8 juin 1991. (33) USIS Embassy of the USA, Brussels, jan 15, 1992 p. 1-2. (34) Paix, Bull. des Rencontres pour la Paix, avril 92, p.4-5. (35) International Herald Tribune, avril 25-26 92 p.13. (36) Le Monde diplomatique, février 92, p.10. (37) AFP, décembre 1991; 101541 13 jan 92. (38) The Economist jan 18 92, p. 72. (39) AFP 150814 16 jan 92. (40) AFP 070912 7 év 92. (41) Le Monde, 23 avril 1991, p. 25-26: Etats-Unis, le modèle qui chancelle. (42) World economic survey 1991, United Nations, New York, 1991, p.226. (43) Ibidem. (44) Ibidem, p.229-230. (45) Ibidem. (46) Staline: Problèmes économiques du socialisme en URSS, chap.6, Moscou, 1952. (47) Far Eastern Economic Review, 27 feb 92 p. 53; Courrier international n. 76, p. 10-11. (48) L'Echo, 11 octobre 1991: Grand risque de crise, Roland Leuschel. (49) Anne-Marie Lizin: Demain, la Social-démocratie, éd. Labor, 1990, p.54. (50) Id., p.65. (51) Id., p.55. (52) Id., p.64. (53) Id., p.59. (54) Dillen: Vlaams Blok, n°3, 1991, p.3. (55) De Morgen, 15 avril 1992: SP bouwt I mei-campagne. (56) Projet d'accord, p.10. (57) Chambre, Compte-rendu analytique, 22 avril 92, p.14. (58) Id., p.1. (59) La Wallonie, 23-24 novembre 91, p.24. (60) Le Soir, 14 janvier 92, p.3. (61) L'Echo, 8 juin 1991. (62) Le Journal et Indépendance, 19 avril 91. (63) La Libre Belgique, 28 août 91; De Morgen, 24 avril 1991: Coëme zweert. (64) A la Région wallonne, le 22 janvier 1992; Solidaire n° 6, 1992, p.3. (65) Rapport de la Banque Nationale, 1991, tableau VI.



Même si le chef du Vlaams Blok dénonce «le parasite wallon sur le sol flamand, le parasite wallon sur le travail flamand», le séparatisme, flamand et wallon, a apporté son plein soutien au séparatisme croate. La guerre civile en Yougoslavie nous montre à quoi sont prêts les fascistes — en Belgique aussi — en cas de crise majeure. Photo: La milice l'Assaut aux côtés des fascistes croates.

Le sommet: le meeting central

A la question: «qu'est-ce que tu as le plus apprécié au 1er mai», la réponse la plus fréquente était: «le meeting central». C'est qu'il était fantastique. Une foule immense, dont beaucoup de jeunes, ont participé avec enthousiasme à ce meeting. Tous les orateurs ont eu droit à de chaleureux applaudissements, en soutien à leur lutte contre l'oppression, où que ce soit sur terre.

Et puis, on nous a entendus aussi. Chez Linton Kwesi Johnson, qui nous avait dédié ses poèmes, et aussi quand Ludo Martens a salué le progrès énorme de notre nombre de membres. En clôture, il y eut une surprise. Drapeaux et tambours en tête, des membres de Rebelle descendirent vers le podium. Ils y furent rejoints par tous les orateurs internationaux. La solidarité internationale vivante! Pour nous, c'est un point essentiel. Il faut toujours voir les événements dans leur contexte mondial; il faut briser les frontières. Nous ne sommes qu'un seul grand peuple, mais il faut y choisir son camp. C'est ce que nous faisons dans notre lutte contre le racisme et le fascisme. Nous sommes aussi les futurs travailleurs. Là aussi, il faudra choisir: jouer au patron et opprimer les autres ou bien lutter à la base contre l'exploitation et l'oppression. Heureusement, nous ne partons pas de zéro. Nous pouvons compter sur l'expérience de ceux qui nous ont précédés et nous avons, pour cela, le Parti du Travail de Belgique. Pour apprendre leurs leçons, l'Université Marxiste d'Été est une occasion unique.

Ça fait du bien de savoir et d'entendre qu'on n'est pas tout seul, que des jeunes du monde entier mènent le même combat que nous. Ensemble, nous continuons le combat pour une nouvelle société, pour un monde meilleur.



«Appelle-moi Linton»

Jeudi soir, il y a eu un dîner important au Centre International à Bruxelles. C'était le moment d'une rencontre entre tous les camarades, venus du monde entier, pour parler à notre fête du 1er mai. Leur dénominateur commun: communisme, antifascisme et antiracisme. J'étais là aussi... pour faire le service boissons. Alors que j'étais derrière le bar, je remarquai soudain un homme à lunettes lisant attentivement un papier sur l'antiracisme. Les autres filles ont failli tomber dans les pommes quand je leur ai avoué que je ne savais pas qui c'était: Linton Kwesi Johnson en chair et en os! On s'est mis à bavarder et Linton était très intéressé par le travail de Rebelle. Alors, je lui ai fait visiter la maison du parti. Il était très enthousiaste sur les collages, les posters et les photos que nous étions en train de préparer pour le 1er mai.

Il nous a expliqué que sa musique faisait partie de sa ligne politique: éliminer l'apartheid de cette planète. Il voudrait toucher le plus possible de jeunes et les confronter à ses textes. Mais même si les jeunes ne comprennent pas ses textes, ils comprennent que c'est un message positif. Ils peuvent se retrouver dans le reggae et dans son ambiance. Linton écrit aussi des poèmes. Ils parlent d'événements actuels. Un poème grandit petit à petit. Il le compare à une statue, dont on fait d'abord une ébauche grossière et qui est affinée petit à petit sous la main de l'artiste. A certains poèmes il travaille 3 à 4 ans.

En partant, il nous a souhaité beaucoup de succès dans notre lutte contre le racisme et le fascisme. Pour moi en tout cas, c'était une soirée réussie. Surtout que Linton m'a promis de m'envoyer un exemplaire dédié de ses poèmes!



SANDRA, ANVERS

Oui, je participe contre le racisme!
Oui, je participe contre le fascisme!
Oui, je participe pour l'égalité des droits!

Nom:
 Adresse:
 Tél.:
 Ecole/mouvement de jeunes:
 Age:

O désire recevoir le programme du camp de Rebelle à Paris
 O veux recevoir le programme du voyage à Paris
 O veux participer au camp Rebelle
 O verse 1.000 F d'acompte au n° 001-1660353-80 de La Parole aux Jeunes, avec mention Camp de Pâques
 O veux aller à Paris et verse 2.500 F au même compte, avec mention Paris.

O commande ... ex. du dépliant "La vérité sur le Vlaams Blok"
 O commande ... ex. bons de collecteur de la pétition
 O m'engage à recueillir ... signatures
 O commande ... ex. de l'autocollant NIE WIEDER FASCHISMUS
 O commande ... ex. de l'affiche NIE WIEDER FASCHISMUS
 O commande ... ex. de l'affiche Droits politiques et sociaux égaux
 O commande ... ex. de l'autocollant Droits politiques et sociaux égaux
 O prends un abonnement à l'essai à Solidaire, 5 numéros
 O commande ... ex. du "Kit antiraciste": Le Petit Livre Rouge de l'antiraciste + 2 affiches + 2 autocollants + Solidaire n°47 (documents sur le racisme et le fascisme) 100 francs
 O commande ... ex. du badge "droits égaux" (60 francs)
 O Joins francs pour le matériel commandé+ soutien
 O veux plus de renseignements sur Rebelle

Renvoyer à Rebelle, 171, bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles

Une chouette idée a vu le jour...

Bientôt, de nouveau, les concerts en plein air à Torhout et Werchter. Nous y serons, comme chaque année, pour faire de la propagande et agir contre le racisme et le fascisme. Lors du 1er mai, quelques jeunes ont eu une bonne idée: pourquoi ne pas aller là-bas avec tentes et sacs à dos? On en fait un week-end agréable. Ça t'intéresse? Ecris-nous vite. On se mettra d'accord pour le transport. A bientôt.

224

Sarah est devenue notre 224ème membre à la fête du 1er mai. En deux mots elle explique pourquoi: «Je suis contre le racisme et le fascisme et je veux y changer quelque chose».

Succès du festival Hip Hop

La salle était pleine à craquer du début à la fin du festival Hip-Hop. Elle était même un peu trop petite... A retenir pour l'an prochain.

Beaucoup ne parvenaient plus à rester en place et se mirent à danser sur les

rythmes du rap, du rock et du reggae.

Mirvin, Reggae Sound System, Control, S-Connection, tous étaient là et ont eu droit à un accueil enthousiaste. Signalons que beaucoup d'entre eux travaillent ou vont travailler avec Rebelle. Chez nous, toutes les sortes de musique sont bienvenues, du moment qu'elles s'engagent contre le racisme et le fascisme. Avec tous ces groupes, on va bientôt éditer une cassette. On en reparlera bientôt.



Quelques jeunes ont construit tout un mur contre le racisme et le fascisme. Leur thème: "Forts ensemble".

La kermesse des enfants, un beau décor, de chouettes jeux prenant la société et le monde entier pour thèmes. Un succès de foule.



Débat sur l'antifascisme et l'antiracisme

Unité de la classe ouvrière contre la crise

Plus de deux cents personnes ont suivi avec attention le débat sur la stratégie à développer contre le racisme et le fascisme. Le débat a permis d'élargir notre horizon. D'abord grâce à la participation internationale. Des orateurs de cinq pays et de deux continents ont pris la parole. Chaque orateur a abordé la question du racisme non pas sur une base nationale ou nationaliste, mais à partir d'une vision internationaliste. Les orateurs ont indiqué à juste titre que le fascisme et le racisme sont la conséquence de la crise mondiale de l'impérialisme. Un esprit d'internationalisme prolétarien régnait dans la salle. Il est impossible de reprendre tous les éléments du débat. Nous nous limitons à l'essentiel de chaque intervention.

Abdul Alkalimat (1) des Etats-Unis a ouvert le débat. Il est professeur de sociologie (Afro-Américain

La cause de la révolte actuelle est la profonde récession économique aux USA. Les Noirs ne détiennent plus le monopole du chômage et de la pauvreté comme dans les années soixante. Aujourd'hui la crise frappe également les ouvriers blancs, latinos, hispaniques..., alors que les riches deviennent de plus en plus riches, grâce à la politique de Reagan et de Bush. Il faut situer la révolte dans ce cadre. C'est la classe ouvrière, appauvrie, frappée de plein fouet par la récession, qui se révolte. Aux forces de gauche incombe la tâche de prendre résolument la direction de cette révolte.

Solidarité avec le tiers monde

John Gus, représentant de l'European Action for Racial Equality and Social Justice en Grande-Bretagne, remplaçait John Larose que nous avions annoncé. Comme le Vlaams Blok chez nous, le gou-

mière instance, ils fuient la répression politique et les persécutions qui sont le fait de régimes dictatoriaux installés et maintenus au pouvoir par l'Occident. En deuxième lieu, ils fuient la pauvreté, la misère. N'est-il pas logique que ces gens tentent de survivre? Dans les pays du tiers monde, les gens n'ont souvent plus aucune perspective. La pauvreté y est extrême et le fossé qui sépare les pays riches et les pays pauvres ne cesse de se creuser. L'Occident est responsable de la misère du tiers monde. Il est donc tout à fait normal que les gens du tiers monde tentent de se reconstruire un avenir dans nos pays. Mais les pays occidentaux ne tolèrent pas que ces réfugiés viennent dans nos pays pour profiter des richesses que nous leur avons extorquées.



Abdul Alkalimat: «Ce que nous voyons aujourd'hui à Los Angeles et dans d'autres villes des USA, ce ne sont pas des émeutes raciales. C'est une révolte des pauvres, des ouvriers.»

Front contre le Front National

Mognis Abdallah vient de France. Il anime l'agence de presse alternative *Im' média*.

Comme aux Etats-Unis, les tribunaux français acquittent les policiers qui maltraitent des jeunes immigrés d'origine arabe. L'année dernière, un jeune immigré a été assassiné par la police. Ce meurtre a provoqué de très graves émeutes dans la ville de Velier. Récemment, le coupable a été acquitté. Les immigrés sont manifestement des citoyens de seconde zone. Mais la police jouit d'un traitement privilégié. Les pratiques racistes de la police ne sont pas réprimées. Le racisme s'est énormément propagé en France. Cela se traduit dans les résultats électoraux du Front National dirigé par le fasciste Le Pen. Comment stopper le Front National? Cette question fait l'objet d'un grand débat en France. Mognis Abdallah s'insurge contre l'attitude du Parti socialiste français. «A chaque élection, le PS recule énormément. Chaque fois, le PS fait mine d'être scandalisé par l'avance du Front National. Mais

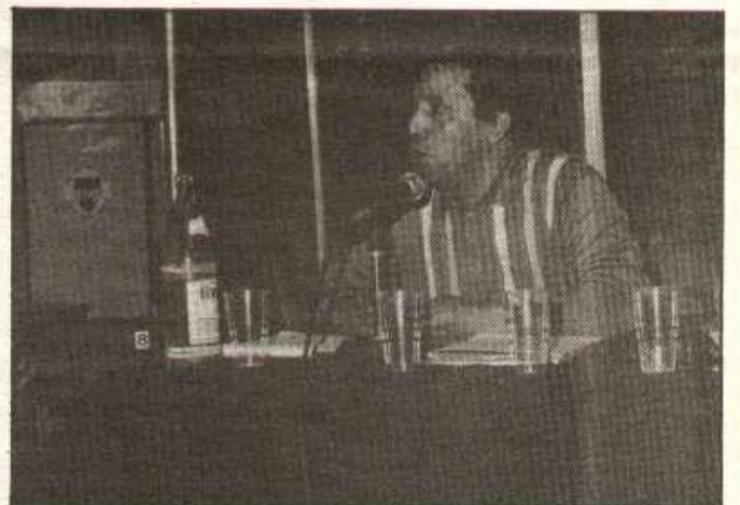
après quelques semaines, le choc s'émousse et tout reste comme avant». Le PS et les autres partis traditionnels tentent uniquement de sauver leur peau. «Le PS a proposé de créer un large front républicain, au-delà de toutes les frontières. Ce front serait dirigé contre le Front National. Une grande manifestation s'est déroulée à Paris le 25 janvier. Il y avait plus de 100.000 participants. Les chefs de file du PS étaient présents. A mi-chemin, ils ont été contraints de quitter la manifestation sous une pluie de tomates pourries. Pourquoi? Ni les immigrés, ni les Français ne veulent marcher dans un front avec eux. Ce qu'il faut, c'est un front qui avance des revendications radicales. Pas seulement contre le Front National. Il faut que ce soit un front contre le racisme, contre le fascisme. Un front qui organise la lutte contre les problèmes sociaux qui accablent la population en France. Un front dirigé contre la politique de crise».



Mognis Abdallah: «A chaque élection, le PS recule énormément. Chaque fois, le PS fait mine d'être scandalisé par l'avance du Front National. Mais après quelques semaines, le choc s'émousse et tout reste comme avant».

Lutter contre le racisme: pas seulement l'affaire des immigrés

Abdou Menebhi est le secrétaire du KMAN, le Comité des ouvriers marocains aux Pays-Bas. Il cons-



Abdou Menebhi: «La lutte contre le racisme ne doit pas être menée seulement par les immigrés. Toute la population doit assumer cette tâche».

tate que le racisme relève la tête dans toute l'Europe. Aux Pays-Bas, le VVD (le parti libéral) est le parti le plus raciste. Le VVD prône une politique active d'expulsion. Si un parti fasciste participait aux élections aux Pays-Bas, il obtiendrait quatre sièges au parlement. La bourgeoisie construit une nouvelle Europe, où les immigrés sont sans cesse exposés aux contrôles policiers, où les immigrés sont considérés comme des citoyens suspects. Le racisme a une fonction bien déterminée: diviser la classe ouvrière: «La lutte contre le racisme ne doit pas seulement être menée par les immigrés. Toute la population doit s'engager dans cette lutte. Les discriminations sont intolérables. L'égalité complète des droits est un mot d'ordre important. Nous devons également réfléchir sérieusement à l'interdiction totale des partis fascistes. Nous ne devons pas nous laisser entraîner par des groupes obscurs et fanatiques. La lutte contre le fascisme et le racisme est une tâche qui incombe à toute la population. L'intégration doit se faire via la lutte pour une autre société».

Heureusement qu'il y a encore de vrais communistes

Le débat a été clôturé par Nadine Rosa Rosso, membre du Comité Central du Parti du Travail. Elle a d'abord insisté sur le caractère de classe du fascisme: «Le fascisme n'est pas un phénomène dû au hasard. Le fascisme n'est pas non plus un phénomène propre aux années trente et qui ne pourrait plus réapparaître. Le fascisme est la réponse de la bourgeoisie à la crise du capitalisme. Pour survivre, le capitalisme enlève son masque. Il instaure une dictature ouverte pour préserver ses bénéfices, pour réprimer la lutte des ouvriers. La campagne anticommuniste des deux dernières années, le nationalisme, le racisme, l'hégémonie européenne, la soumission de l'Europe à la politique allemande, la politique de démantèlement des acquis sociaux, l'antisindicalisme,



John Gus: «L'Occident est responsable de la misère du tiers monde. Il est donc tout à fait normal que les gens du tiers monde tentent de se reconstruire un avenir dans nos pays.»

Studies) à la Northeastern University de Boston. C'est un militant noir qui a étudié et qui rediffuse actuellement les écrits de Malcolm X (2), l'un des principaux leaders noirs aux Etats-Unis dans les années soixante. Sur les événements actuels aux Etats-Unis, il était très clair: «Il ne faut pas tomber dans le piège des autorités et des médias. Ce que nous voyons aujourd'hui à Los Angeles et dans d'autres villes des USA, ce ne sont pas des émeutes raciales. C'est une révolte des pauvres, des ouvriers. Tant les Blancs que les Noirs et les latinos... participent à la révolte dans les villes américaines. Il ne s'agit pas d'une lutte raciale, mais d'une lutte des classes». La cause de cette révolte n'est nullement l'acquiescement des quatre policiers qui avaient tabassé brutalement le noir Rodney King, scène transmise par toutes les chaînes de télévision du pays. «Cet incident n'est que la goutte qui a fait déborder le vase. Chaque jour, des Noirs sont tabassés et maltraités par la police. Et les policiers coupables ne sont pas poursuivis, ou les tribunaux les acquittent. Cela suscite une énorme colère au sein de la population.

vernement britannique a son slogan «notre peuple d'abord». En Grande-Bretagne, le caractère raciste de ce slogan est encore plus clair. «La Grande-Bretagne compte actuellement 4,5 millions de Noirs. Il y a également de nombreux Asiatiques. La majeure partie de ces gens sont nés et ont grandi en Grande-Bretagne. N'appartiennent-ils donc pas à «notre peuple»? Manifestement non, selon le gouvernement. «Notre peuple d'abord» signifie «les blancs d'abord». Le gouvernement veut faire croire aux travailleurs blancs que la source de leur misère, du chômage n'est ni la crise du capitalisme, ni les restructurations au niveau européen qui en découlent. Le slogan «notre peuple d'abord» vise à tromper le peuple, à créer des divisions et des contradictions au sein du peuple.» John Gus a clairement dénoncé la politique des gouvernements européens à l'égard des réfugiés. Il s'est d'abord érigé contre l'idée répandue que l'Europe est actuellement envahie par une vague de réfugiés. Il s'est surtout opposé à toute politique répressive visant à fermer les frontières. «Les gens fuient leur pays pour deux raisons. En pre-

le démantèlement des droits démocratiques et l'anti-tiersmondisme, tout cela ce sont les caractéristiques de la politique bourgeoise. C'est sur ces axes de la politique bourgeoise que le fascisme construit ses fondements».

Le racisme est l'instrument par excellence pour inculquer cette politique à la population. Face à cette politique de la bourgeoisie, Nadine Rosa Rosso a indiqué une stratégie basée sur cinq piliers: «1° Renforcer les communistes et le PTB. Seuls les communistes développent une analyse claire de la société. La lutte contre le fascisme et le racisme doit être menée à partir d'une position de classe. Le PTB oeuvre



Nadine Rosa Rosso: «Le fascisme est la réponse de la bourgeoisie à la crise du capitalisme».

pour l'unité de la classe ouvrière, Belges et immigrés, Flamands et Wallons: forts ensemble. 2° Une étude approfondie du racisme et du fascisme. Cette étude doit permettre de formuler des mots d'ordre clairs, qui offrent à la classe ouvrière une perspective correcte. 3° Soutenir et organiser d'une manière résolue la lutte des travailleurs contre la politique de crise du gouvernement. 4° Lutter pour l'égalité totale des Belges et des immigrés. Tant que des discriminations légales subsistent, tant que les immigrés sont privés des droits politiques, les fascistes disposent d'un terrain favorable pour diffuser leurs idées racistes. 5° Choisir

d'une manière conséquente le parti des pays du tiers monde contre l'impérialisme. Il est évident qu'un large front uni doit être construit pour réaliser ces objectifs. Ce front uni ne doit en aucun cas ménager et protéger les partis bourgeois. Car ce sont les partis bourgeois qui portent la responsabilité de la crise actuelle. Le front uni doit se construire autour de revendications radicales et anticapitalistes».

N.V.O.

(1) Nous ne donnons ici qu'un abrégé de son intervention. A la page 19, le lecteur trouvera une interview exclusive d'Abdul Alka-

limat.

(2) Malcolm X et un certain nombre de ses partisans ont été assassinés par le FBI. La répression contre les dirigeants noirs dans les années soixante était extrêmement brutale. De nombreux leaders noirs ont été assassinés. D'autres ont été condamnés à de lourdes peines de prison. Par cette répression, le gouvernement américain voulait décapiter les mouvements de résistance.

Ngugi wa Thiong'o, écrivain kenyan:

Que signifie aujourd'hui en Afrique le premier mai, jour des travailleurs ?

Les deux caractéristiques essentielles de l'Afrique indépendante étaient premièrement la continuation et dans certains cas l'accélération de l'extrême pauvreté et de l'extrême richesse; et deuxièmement la poursuite des liens néo-coloniaux avec l'Occident. Plus c'est néo-colonial, comme dans le cas du Kenya et du Zaïre, plus marquante est la caractéristique. Le résultat était l'aliénation de la situation de la majorité et la continuation de la résistance par la majorité. Plus grande est l'aliénation, plus forte est la répression; d'où résistance. Donc, les deux caractéristiques politiques importantes du colonialisme classique, répression et résistance, se sont reproduites sur le continent avec la fureur «d'indépendance».

A nouveau, plus un Etat devient néo-colonial, mieux il apprécie l'aide de l'Occident. A l'époque de la guerre froide, ils étaient considérés comme des remparts contre l'empirement du communisme soviétique. Au nom de la Civilisation occidentale ou faisant partie de l'Alliance occidentale, ces Etats avaient l'autorisation de commettre des meurtres massifs envers leur population. Les massacres ont toujours fait partie intégrante du néo-colonialisme classique et il suffit de regarder l'Afrique du Sud comme un musée vivant de cet aspect de l'histoire coloniale.

En résumé, la plupart des dictatures brutales en Afrique sont actuellement, par extension, des dictatures occidentales. Il y a peu de temps, le Kenya et le Zaïre jouissaient encore du statut occidental même comme démocraties corrompues. Récemment encore, le gouvernement britannique appréciait le rapport de Moi sur les droits de l'homme même si les documents faisaient apparaître de façon évidente que l'Etat avait éliminé plus de 6.000 Kenyans durant les premières dix années de son règne. Mobutu pourrait toujours comp-



Ngugi wa Thiong'o

ter sur l'intervention des troupes françaises et belges pour le sauver au moment où le peuple zaïrois menacerait son régime.

Au contraire, au plus un de ces pays d'Afrique tente de se détacher de ses liens néo-coloniaux, au plus il sera considéré comme une menace pour la démocratie et il s'attirera la colère de l'Occident. En réalité, la plupart de l'Afrique reste encore le champ de cricket économique des joueurs occidentaux.

Mais cela signifie que la lutte des peuples

d'Afrique pour une réelle démocratie, une réelle indépendance et une réelle liberté, de l'époque coloniale jusqu'à nos jours, s'est toujours maintenue avec une fureur non diminuée. En effet, la nouvelle étape a généralement été appelée la lutte pour la deuxième indépendance, pour que l'état de «Pas encore libre» triomphe de la première indépendance.

De toute façon, il y a certaines caractéristiques qui dérangent, dans la phase courante du processus de décolonisation sur le continent. Avec un coup de

pouce évident de l'Occident, il y a une tentative de changement par le haut. En résumé, cet essai de changement reste du néo-colonialisme mais sous un aspect populaire.

Mais n'importe quel mouvement pour la démocratie qui ne veut pas mettre sérieusement fin aux relations néo-coloniales avec l'Occident, pour le pays dans son entièreté, et qui ne veut pas apporter une solution d'une justice sociale pour la majorité à l'intérieur du pays, ce mouvement sera condamné à reproduire à nouveau les mêmes conditions qui ont toujours privé l'Afrique de sa réelle indépendance, réelle démocratie et réel progrès depuis la Conférence de Berlin en 1884. Le minimum pour le succès de la démocratie est la création

de conditions qui assurent une participation sans entrave de la majorité dans les domaines économique, politique et culturel de leurs vies.

Dans leur lutte pour une réelle libération de toutes sortes de néo-colonialismes et pour la justice sociale, les peuples travailleurs d'Afrique et leurs organisations, ont encore besoin de l'aide active de leurs alliés naturels, basée sur les forces démocratiques dans le monde. Cela est la signification du premier mai aujourd'hui, dans la lutte normale pour la reconquête de l'entièreté de notre économie, de notre politique et de notre culture! La lutte continue!!!

solidaire

★ Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique - PTB ★

Découpez ce bon et renvoyez-le à Solidaire-Promotion,
Bd Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles

Gratuit

Abonnement à l'essai

Nom:

Adresse:

Commune:

Code postal:

Age:

Entreprise/Ecole:

Désire recevoir gratuitement et sans engagement un abonnement à l'essai à Solidaire (5 numéros)

Demande d'abonnement

Désire s'abonner tout de suite (voir les conditions en p.2).
Prière de m'envoyer les formulaires nécessaires.

789

Café des femmes Marianne

Trois débats dans «le plus beau coin» de la fête du 1er mai

«Vous avez le plus beau coin de toute la fête». «Un endroit aménagé d'une manière originale, où des femmes marocaines vendent des gâteaux flamands». «Qui est cette artiste qui peint toutes ces magnifiques toiles»? Agréables surprises donc pour tous ceux qui sont entrés dans le café de Marianne. Grâce à la créativité de quelques femmes de Marianne et l'aide de dizaines d'autres femmes, le café de Marianne était encore plus beau et plus grand que l'année passée.

Sur le plan informatif, le café de Marianne avait bien des choses à offrir. Celles et ceux qui luttent contre le travail de nuit, auront approfondi leurs arguments contre ce fléau social. Tinne Van Rompuy, infirmière et militante syndicale, a su décrire, à partir de sa propre expérience, les problèmes très concrets que doivent affronter les femmes qui travaillent de nuit. «Je plaide pour une interdiction du travail de nuit tant pour les hommes que pour les femmes». Evidemment, dans les hôpitaux, il est impossible de supprimer le travail de nuit. Mais lors des discussions dans ce secteur, le personnel avance les revendications suivantes: un double salaire (aujourd'hui, nous avons une prime de 35% pour la nuit), davantage de personnel pour permettre une meilleure répartition des équipes de nuit. Tout le monde était d'accord pour dire que la semaine de 32 heures sans perte de salaire et avec embauches compensatoires doit d'abord s'appliquer à ceux qui travaillent la nuit, car ils effectuent le travail le plus pénible. Mark Martens de Médecine pour le Peuple a expliqué à quel point le travail de nuit est nocif pour notre santé, parce qu'il perturbe complètement notre horloge interne et notre rythme naturel. Il a indiqué que le travail de nuit pour les femmes n'est nullement un moyen d'émancipation.

Léonie Abo

Dans un café bondé, on attendait avec impatience l'intervention de Léonie Abo, la seule survivante ayant témoigné et vécu toute la révolution populaire muléliste de 63 à 68. Dans son introduction, Léonie s'est adressée à toutes les femmes qui «consacrent leur vie à la lutte pour une libération véritable et pour les principes de la paix et de la démocratie». «Avec ces femmes, j'incarne la volonté du peuple congolais saigné à blanc après plus de 28 années de dictature. 32 années de lutte et d'exil m'ont appris ce qui a poussé les Européens à venir en Afrique: acheter et vendre les Africains comme une vulgaire marchandise. J'ai commencé mon combat à 18 ans, dans le maquis. C'est là que j'ai appris que le bonheur de l'Afrique ne viendra



Leonie Abo

jamais de l'Occident. La nouvelle trouvaille de l'Occident c'est la «démocratie», présentée comme une condition absolue pour que l'Afrique puisse se libérer de sa dette. Avec beaucoup de méfiance,



Renate Engelman

je me demande si l'Europe, qui a installé des dictatures féroces dans tous les pays africains, ne cherche pas, par cette voie nouvelle, à maintenir sa présence en Afrique. Les rapports entre l'Occident et

notre continent africain sont toujours des rapports de domination. L'Afrique doit donc poursuivre et approfondir la lutte au-delà des limites imposées par l'Europe. Et c'est aux femmes qu'incombe la tâche d'aider l'Afrique à retrouver sa dignité, car les femmes constituent plus de la moitié de la population africaine.

Renate Engelman

Cette communiste de l'ex-Allemagne de l'Est nous a expliqué comment la situation des ouvriers et surtout celle des femmes s'est détériorée après la réinstauration du capitalisme: «Avant, tout le monde avait du travail, maintenant plus de 50% sont au chômage. Pour les femmes, le taux de chômage monte même jusqu'à 65%, alors qu'avant, 90% des femmes tra-

vaillaient à l'extérieur. Les possibilités de garde des enfants ont diminué d'une manière dramatique et à la fin de cette année, la loi progressiste sur l'avortement sera supprimée. Beaucoup de familles vivent en dessous du seuil de pauvreté. Il sera difficile de reconquérir tous les acquis sociaux, car en RFA, les ouvriers n'ont pas la même tradition de lutte. Nous voulons mobiliser les gens pour des actions concrètes et des revendications radicales: travail pour tous, logements sociaux à un prix abordable, enseignement pour tous, salaire égal pour travail égal (et pour nous cela signifie les mêmes salaires qu'en Allemagne occidentale) et l'autodétermination pour les femmes.»

A.L.

Débat avec Tsugio Takaichi, membre du Parti communiste japonais (gauche)

Le modèle japonais en slip

Ces derniers temps, les patrons, particulièrement ceux de l'industrie automobile, ne jurent plus que par le modèle japonais. Celui-ci permettrait de gagner la bataille de la compétitivité. Aussi appliquons-le sans plus tarder, affirment les capitalistes. Mais qu'est-ce que c'est ce fameux modèle japonais? Et surtout qu'implique-t-il pour les travailleurs?

Une centaine de personnes ont assisté à l'exposé de Tsugio Takaichi, membre du Parti communiste japonais (tendance gauche) et rédacteur en chef du Workers Bulletin (Bulletin des Travailleurs). «Le toyotisme», a-t-il commencé en japonais, «est un terme général qui signifie le contrôle de la production et du travail. Ce contrôle a été instauré par la rationalisation capitaliste menée à l'aide des équipements de microélectronique».

78 morts en cinq ans

L'exploitation dans les ateliers est fortement accentuée. Par exemple, les temps de break sont considérablement réduits. Un ouvrier qui commence sa journée à 8 h du matin est occupé sans discontinuité jusqu'à 10 h. Là, il a dix minutes de pause. Puis, plus rien jusqu'à midi. Il a 50 minutes pour manger, soit 8 minutes pour aller jusqu'à la cantine, 20 minutes pour avaler la nourriture, 8 minutes pour revenir, 5 minutes pour apprêter le travail de l'après-midi. Bref, il lui reste 10 minutes d'arrêt réel. Et l'après-midi, cela repart sur le même rythme. Sans compter que bien souvent les travailleurs sont con-

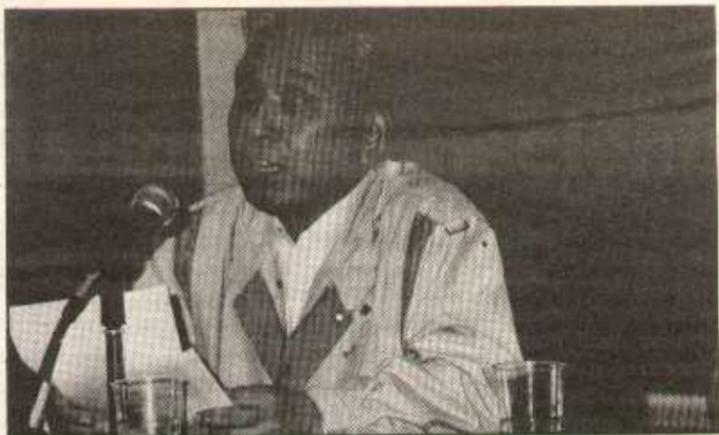
traints de faire des heures supplémentaires. Généralement, ils restent 9 à 10 heures par jour sur les chaînes. De telles conditions de travail occasionnent de nombreux accidents. Ainsi, à Daihatsu, le spécialiste des petites voitures et une filiale du groupe Toyota, il y a eu 78 morts sur les cinq dernières années. Un chiffre assez symptomatique de ce qui se passe chez les constructeurs japonais au pays du soleil levant.

Cercles d'intoxication capitaliste

La conscience de classe des ouvriers est systématiquement étouffée. Dans cette manoeuvre, les cercles de qualité sont essentiels. Chez Mazda, le quatrième producteur japonais, à la division recherche et développement, les travailleurs sont divisés en groupes de neuf ou dix personnes. Leurs résultats sont rapportés lors de trois rencontres annuelles. A ce moment, on discute de la rentabilité des suggestions amenées par les groupes. Pour assister à ces réunions, les travailleurs reçoivent 125 francs et, si leur travail est loué, 375 francs. «L'activité des cercles de qualité», conclut Tsugio Takaichi, «a pour but de priver les travailleurs de leur conscience de classe et de les transformer en travailleurs qui se dévouent aux intérêts du capital».

Rémunérations à deux vitesses

Les salaires deviennent un moyen pour récompenser la loyauté des travailleurs et créer une division parmi eux-ci. Le salaire est décomposé en deux parties: une par-



Tsugio Takaichi: «Chez Daihatsu, filiale de Toyota, 78 morts en cinq ans. Révélateur des conditions de travail dans l'automobile japonaise».

tie fixée en fonction de l'âge, l'autre en fonction du mérite. Actuellement, la répartition entre ces deux parts est de 50% - 50% (1). Cette nouvelle structure a trois implications immédiates. D'abord, elle permet de réduire l'ensemble des salaires en diminuant la couverture principale, fixe du salaire. Parallèlement, elle augmente la partie du salaire qui est variable et non assurée d'être payée. Ensuite, elle favorise la fidélisation des travailleurs aux intérêts de l'entreprise: ceux qui sont considérés comme loyaux par la direction sont récompensés et ceux qui ne le sont pas ou pas assez doivent se contenter du salaire fixe. Enfin, elle crée une division parmi les ouvriers et, en premier lieu, en ce qui concerne les rémunérations. Ainsi, un contremaître peut recevoir un salaire de 1,75 à 2,5 millions de francs par an, alors que la plupart des ouvriers gagnent 750.000 à 1 million de francs par an.

Renouveau de la lutte ouvrière

Depuis le milieu des années 70, c'est-à-dire avec le début de la crise économique, le mouvement ouvrier a stagné. Mais, aujourd'hui, il y a un regain des actions revendicatives. Les travailleurs des chemins de fer ont organisé une grève de 24 heures pour des augmentations de salaires, contre les pertes d'emploi et pour de meilleures conditions de travail. C'était la première fois depuis plus de dix ans qu'une telle grève était menée. En conclusion, Tsugio Takaichi a souhaité que, face à l'impérialisme et à la diffusion de la rationalisation capitaliste dans le monde, les ouvriers japonais et belges soient unis dans leur lutte.

THOMAS GOUNET

La nécessité d'une évaluation du travail des ONG au Pérou

On attendait avec une certaine tension le débat sur la situation actuelle au Pérou. Quelques détracteurs rabiques de Sendero ont en effet tenté, ces dernières semaines, d'utiliser la participation à ce débat de Luis Arce Borja, directeur du journal *El Diario Internacional*, pour organiser la mobilisation contre le PTB et la LAI au sein du mouvement tiers-mondiste. En réaction, le président de la LAI, Eddy Maes, en a appelé, dès le début du débat, à la tradition démocratique dans le mouvement tiers-mondiste: il faut, en ce qui concerne la situation au Pérou, poursuivre la discussion de manière sereine, sur base d'une enquête et de faits.

Paul Lever, de retour d'un séjour de quatre semaines d'investigations sur le terrain, a témoigné de l'implantation du PCP-SL, tant à la campagne qu'à Lima. «Dans la région d'Ayacucho, la guérilla est ouvertement au pouvoir dans différentes zones. Ici, on ne perçoit plus aucune trace de l'ancien Etat. Ni de ses exploités. Un nouvel Etat est en train de se construire dans ces comités ouverts. Après 500 ans, les paysans ont enfin leur destin en mains. Pour eux, c'est simple: ils voient une armée populaire qui n'assassine pas, qui ne vole pas, qui ne viole pas, comme le faisait l'armée péruvienne. Une armée populaire qui se prend en

charge elle-même et qui, avec eux, a dépouillé les grands propriétaires terriens, a chassé le pouvoir d'Etat corrompu et son armée criminelle».

PC fortement implanté, y compris dans la capitale

Dans le quartier de La Raucana, à Lima, Paul Lever a pu constater de ses propres yeux comment, sous la direction du PCP-SL, la population a été en mesure de mettre en place toute une infrastructure, avec puits et jardins potagers, depuis deux ans qu'existe ce quartier. Luis Arce Borja cite à ce sujet une récente déclaration de Gordon McCormick, de la Rand Corporation, devant le Comité des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants des Etats-Unis: «Les actions de Sendero (...) sont l'expression d'un tissu politique et social beaucoup plus étendu, sous-jacent, dans de larges secteurs de la société péruvienne».

ONG péruviennes: pas d'alternative

Luis Arce Borja a souligné l'étroite collusion entre les partis politiques péruviens et les ONG. Une partie de la caste politique, principalement la Gauche Unie, a précisément été créée grâce aux fonds provenant de l'Occident et destinés au travail des ONG.

Les partis politiques, y compris la Gauche Unie, ont perdu tout crédit.



Luis Arce Borja indique que 703 ONG travaillent actuellement au Pérou contre 218 en 1984. Qui finance cet accroissement et dans quel but?



Après cinq cents ans d'oppression, les paysans des zones libérées du Pérou ont enfin leur destin en mains, témoigne Paul Lever, de retour de ce pays.

Depuis l'élection de Fujimori, soutenu par les Etats-Unis, une famille a besoin de 4,5 revenus pour subvenir à ses besoins de base, contre 1,6 précédemment.

Les orateurs ont également souligné la nécessité de contrôler sans cesse la situation de guerre au Pérou. Dans une guerre entre deux Etats, la troisième puissance militaire d'Amérique latine opère avec une cruauté inouïe. Cette sale guerre a coûté la vie à 25.000 personnes et plus de la moitié des disparitions dans le monde ont lieu au Pérou.

ONG: instrument de la stratégie antiguérilla

Les ONG, au Pérou, n'ont aucune

alternative face à la situation désespérée de la population. Quel est donc leur rôle, se demande Luis Arce Borja. Il renvoie à une déclaration d'Antony Quainton, l'ambassadeur américain au Pérou. Une déclaration formulée trois jours après le coup d'Etat et dans laquelle il annonce que toute "aide humanitaire" en provenance des Etats-Unis sera désormais acheminée par les ONG.

Ensuite, sur base des chiffres de Segun Mario Padron, il souligne que 703 ONG travaillent actuellement au Pérou, contre 218 en 1984. Comment expliquer une telle croissance dans cette période qui a vu augmenter l'influence de Sendero? Il a aussi calculé que le coût

salarial de ces ONG représente à lui seul plus de 20 millions de dollars par an.

S'appuyant sur des déclarations de la presse péruvienne, Luis Arce Borja conclut que les ONG remplissent le rôle de l'Etat péruvien là où celui-ci n'est plus en mesure de fonctionner.

Ce qui illustre une fois de plus l'urgence, pour le mouvement tiers-mondiste, d'un débat ouvert et plus encore d'une évaluation de ses partenaires au Pérou.

J.F.

Saami Moussa, syndicaliste palestinien:

Accentuer la résistance, la seule voix possible

Débat sur le thème "Le Proche-Orient après la guerre du Golfe". Majed Nehmé, du mensuel *Nouvel Afrique-Asie*, a fait le bilan de la guerre du Golfe. Les agresseurs avaient justifié leur intervention en jurant que dorénavant le droit international et la démocratie seraient respectés partout et imposés là où il le fallait. Mais aujourd'hui le droit international n'a été respecté ou imposé ni à Israël, ni à la Turquie, ni ailleurs. Les victimes d'une guerre qu'on disait propre se chiffrent à des centaines de milliers. L'Occident a joué la carte kurde pour renverser le régime irakien, mais Mitterrand pousse le cynisme jusqu'à se permettre une visite à la Turquie!

Comment peut-on s'imaginer que la Turquie, le Koweït, l'Arabie

Saoudite allaient apporter la démocratie en Irak? Alors que des menaces sont proférées à l'égard de pays ayant des projets nucléaires civils, Israël continue à s'armer y compris d'engins nucléaires. Après l'effondrement de l'URSS, on est passé de l'équilibre de la terreur à la terreur tout court, conclue Majed Nehmé.

Dans les Territoires Occupés

Saami Moussa, représentant du syndicat Centrale Générale Palestinienne, a expliqué la situation très difficile que vivent les Palestiniens dans les Territoires Occupés. Avant la guerre du Golfe, 70.000 Palestiniens travaillaient dans les Etats du Golfe et nous envoyaient 120 millions de dollars par an. Aujourd'hui, ces transferts ont cessés.

Les Etats-Unis n'ont pas encore récolté les fruits politiques de leur intervention. Ils voulaient en effet

liquider la question palestinienne, nous imposer leur solution. Il y a une relation étroite entre la démarche politique via la Conférence Internationale et la répression dans les Territoires Occupés. Nous assistons actuellement à un nouveau phénomène, celui des escadrons de la mort qui abattent les Palestiniens dans la rue.

Israël redouble ses procédés répressifs alors qu'une délégation de notables et d'académiciens négocient avec lui, regrette Saami Moussa. L'expérience des mouvements de libération nous a pourtant appris que pour négocier il faut être fort. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Entre-temps le peuple palestinien accentue sa résistance. C'est la seule voix possible, conclue-t-il.

La dignité du peuple irakien

Lieve Dehaes, de Médecine pour le Tiers Monde, a expliqué avoir

reçu une leçon de dignité humaine lors de ses visites en Irak. Les souffrances et les pénuries sont toujours énormes, mais le peuple irakien organise sa résistance à l'ordre mondial. 400.000 enfants sont morts depuis la guerre, 800.000 sont toujours menacés. Mais Bagdad est redevenue une ville fière et vivante. Les Irakiens ont reconstruit beaucoup d'installations en un temps record et sans la moindre assistance étrangère.

Lors de sa dernière visite, Lieve a rencontré la femme écrivain Nasséra Al Saadoun. EPO va éditer son dernier livre. L'écrivain lui a déclaré: «Ils veulent détruire l'Irak de l'intérieur. Nos chameaux ainsi que nos bateaux ont été pris par eux. Après la guerre, la coalition a refusé la diffusion des pesticides par avion pour l'agriculture: tout a été détruit. Les usines d'alimentation ont été complètement détruites ainsi que les usines d'engrais...»

L.V.

Nous avons à reconstruire notre pays. Nous savons qu'ils veulent détruire l'Irak et Saddam Hussein, et nous le refusons. Chaque jour, ils détruisent et nous refusons: c'est notre mentalité. Quoiqu'ils fassent, nous travaillons, nous reconstruisons. Si l'Irak est détruit, c'est le monde entier qui en sera affecté. (...) Nous sommes un peuple en face de la mort. Rien n'est plus terrible que les gens qui meurent paisiblement, en silence.»

A propos de la démocratie et des Droits de l'Homme: «Tous les médias ont menti, c'est la guerre des mensonges. Le livre de Michel Collon est un beau travail, celui de Samir Amin en Egypte aussi. Sortez de votre littérature, de votre période coloniale. Nous devons survivre par nos propres moyens. Avec le nouvel ordre mondial, les Américains veulent avoir tout. Personne n'y dit rien des droits de l'homme pour les Noirs, de même que pour les Algériens en France. Les Ecologistes n'ont aucune analyse de classe. Ils parlent des droits de l'homme alors que nous n'avons même pas celui de manger...»

Nina Andreïeva (Parti Communiste des Bolcheviks d'URSS):

Le socialisme et l'Union soviétique renaîtront!

Chers camarades et amis!
Frères et sœurs dans le travail et la lutte!
Chers citoyens de la capitale de Belgique!

Permettez-moi de vous souhaiter un bon 1er mai, fête du Printemps et du réveil à la vie nouvelle, jour de solidarité prolétarienne internationale des travailleurs de tous les pays! Je m'adresse à vous au nom des Soviétiques et des communistes soviétiques qui mènent une lutte acharnée contre les fossoyeurs du socialisme, contre les restaurateurs du capitalisme. Ceux-ci ont non seulement trahi les acquis sociaux des travailleurs, mais aussi ruiné la grande puissance soviétique qui, lors de sa naissance en 1917, avait déclaré la paix aux chaumières et la guerre au palais!

Chaque peuple a ses héros mais aussi ses traîtres. Cependant, jamais encore la trahison perpétrée en Union soviétique par la clique opportuniste de droite de Gorbatchev - Yakovlev - Chevarnadze, n'avait été inscrite dans l'histoire d'un peuple. Sous les faux slogans de renouvellement et de renforcement du socialisme, les travailleurs ont été privés du pouvoir dans leur pays. L'anticommunisme a été lancé. Le Parti Communiste de l'Union soviétique a été dissout par les opportunistes et interdit. Les guerres civiles entre les républiques ont commencé. Le sang de Soviétiques innocents coule. Les travailleurs sont jetés dans le gouffre de la misère et de la pauvreté. Le monde entier peut vérifier la véracité de la loi, qui veut que l'opportunisme se transforme régulièrement en restauration du capitalisme si on ne lutte pas contre lui.

Il n'y a pas longtemps, les Soviétiques accueillaient le 1er mai comme leur fête préférée, en cortèges multicolores, comme ici aujourd'hui dans cette salle, par des drapeaux rouges et des fleurs. Les visages souriants, les chants, les danses et les rires accompagnaient les cortèges de manifestants. Aujourd'hui, dans beaucoup de soi-disant «Etats indépendants» de l'ancienne Union soviétique, le 1er mai est devenu un jour ouvrable comme les autres. Dans d'autres Etats, les manifestations et meetings du 1er mai sont interdits. C'est comme si la contre-révolution bourgeoise avait fait de nous d'autres gens. Elle a effacé les sourires des visages, éteint les rires, enlevé la joie de vivre et la fierté de la patrie. Disparue l'assurance en l'avenir des ses enfants. Les plus belles places et rues de Moscou, de Leningrad, de Kiev et d'autres villes ont été transformées en «marchés aux puces», marchés spontanés, où



Nina Andreïeva: "Les vieux, les étudiants, les écoliers ont faim. La mortalité croît, la natalité chute de manière catastrophique, ce qui permet de considérer la restauration du capitalisme comme le génocide de son propre peuple."

les gens vendent leurs tout derniers biens pour survivre. Les vieux, les étudiants, les écoliers ont faim. La mortalité croît, la natalité chute de manière catastrophique, ce qui permet de considérer la restauration du capitalisme comme le génocide de son propre peuple.

Nous remercions les Européens pour l'aide humanitaire. Cependant, plus de 80% de cette aide tombe dans les mains des spéculateurs, voleurs des travailleurs. Nos gouvernants en banqueroute voyagent aujourd'hui par le monde entier, en mendiant des crédits. Et encore, ils effraient leurs prêteurs et créanciers, en disant que c'est leur dernière chance de se débarrasser du socialisme et d'entrer dans la maison européenne commune. Mais voilà la question, entrer en qualité de quoi? En qualité de fournisseurs de matières premières pour les monopoles occidentaux, en qualité de source de main d'oeuvre bon marché? En qualité de semi-colonie du capitalisme international, le Fonds Monétaire International dictant ses conditions à Eltsine?

Ce n'est pas de jour en jour, mais d'heure en heure que s'accroît la résistance des travailleurs aux plans de la néobourgeoisie intérieure et de ses investisseurs étrangers. Le mouvement de grève s'élargit, le front des travailleurs

contre la restauration se renforce. Les Soviétiques préviennent le capital occidental qu'ils ne payeront pas les dettes de la contre-révolution bourgeoise, quelles que soient les signatures qui y ont été apposées. Et qu'ils ne se plaignent pas, ensuite, que personne ne les a prévenus!

Pour moi, présidente du Parti Communiste des Bolcheviks de toute l'Union, il est extrêmement agréable d'être avec vous dans cette salle, de voir la joie sur vos visages, de sentir la chaleur de vos coeurs, les fortes poignées de mains. Je me sens au milieu de vous, comme si j'étais chez moi, au milieu de mes compatriotes. Je remercie le Parti du Travail pour son invitation à venir fêter le 1er mai avec vous, camarades.

Je vois dans cette salle des vétérans de la Seconde Guerre mondiale aux cheveux blancs, des combattants de la résistance antifasciste de la Belgique. A la veille de la 2ème grande fête de mai, qu'on appelle dans notre pays, Jour de la Victoire, permettez-moi de vous féliciter et, en votre personne, tous les Belges aimant la liberté, à l'occasion du 47ème anniversaire de la victoire sur le fascisme hitlérien. Cela m'a été demandé aussi par les vétérans de la grande guerre patriotique du peuple soviétique contre les envahisseurs fascistes allemands. Parmi ces vétérans, qui

sont vos camarades d'armes, nombreux sont ceux qui sont membres de notre parti bolchevique. C'est avec grande joie que je donne suite

à leur requête. Santé, prospérité, longues et heureuses années pour vous, chers vétérans de la 2e guerre mondiale! Le temps n'a pas de pouvoir sur vos exploits! Votre gloire est immortelle.

Si dramatique que soit le destin de mon pays aujourd'hui, les Soviétiques savent que les lois inflexibles de l'histoire travaillent pour le progrès social, l'amitié, la fraternité et la collaboration des travailleurs. La restauration du capitalisme en URSS ne peut pas arrêter la roue de l'histoire. Le socialisme et l'Union soviétique renaîtront, en tirant les conclusions de ce qui s'est passé. Et ce moment n'est pas si loin qu'il peut paraître.

Chers camarades! En ce jour mémorable permettez-moi de dire: Qu'il y ait toujours la paix dans votre maison, la prospérité, l'amour et le bonheur dans vos familles! Que croisse le nombre de vos amis et décroisse le nombre des vos ennemis!

Vive le travailleur, créateur de tous les biens matériels et spirituels sur la terre!

Pour un monde sans guerres, pour un travail sans exploitation, pour une vie sans craintes pour l'avenir des enfants!

Vive le 1er mai - fête du printemps, du travail et du renouvellement! Levons le drapeau de la solidarité internationale des travailleurs! Proletaires de tous les pays, unissez-vous!

Le 1 mai du PTB en vidéo

Vous avez raté une conférence? Assistez-y chez vous, devant votre télé!

Pour obtenir l'un de ces enregistrements, renvoyez-nous le bon ci-dessous à Projet-Vidéo, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles ou téléphonez (le lundi ou le jeudi) au 02/513 77 60.

Prix: 100 frs pour une location d'une semaine; 500 frs pour l'achat d'une cassette.

La conférence de 5h donnée par Nina Andreïeva le 2 mai est également disponible en vidéo. Location: 200 frs; Achat: 2.500 frs.

Nom:

Adresse complète:

Téléphone:

Désire:

O louer

O acheter

les enregistrements suivants:

O «Le Moyen Orient après la guerre du Golfe»

O «Le colonialisme en Europe», avec des représentants du Sinn Fein (Irlande) et de Herri Batasuna (Pays Basque)

O «Les bolcheviks aujourd'hui», avec Nina Andreïeva

O «Pérou, le Vietnam des années 90», Avec Luis Arce Borja (El Dario Internacional).

O «Les années trente», avec Jo Cottenier (section syndicale du PTB).
O «Comment arrêter la montée du racisme et du fascisme?», avec des représentants du mouvement antiraciste du monde entier.

O «Cuba, Corée, le socialisme plus que jamais», avec des représentants du parti Communiste de Cuba et du Parti du Travail de Corée.

O «L'Afrique vit, l'Afrique meurt», avec Léonie Abo (Congo) et Ngugi wa Thiong'O (Kenya).

O «Le modèle japonais en slip», avec, e.a. un membre du Parti Communiste du Japon.

Abdul Alkalimat (USA) à propos de la révolte de Los Angeles:

C'est une question de classe

Abdul Alkalimat, professeur de sociologie à Boston et militant noir spécialiste de Malcolm X, était au 1er Mai du PTB (voir p. 14). Nous en avons profité pour l'interroger sur la révolte de Los Angeles...

Abdul Alkalimat. Ce qui me frappe, c'est que les médias présentent les événements comme une question purement raciale. Ceci correspond à une culture politique américaine, mais laisse de côté un fait historique fondamental: dès la fondation des Etats-Unis, le poids de l'économie a reposé sur les esclaves noirs. Même après l'émancipation de ceux-ci, les richesses étaient encore concentrées dans le Sud: 70% des exportations US étaient constituées du coton, travaillé par les Noirs. En fait, de tout temps, le contrôle du Sud fut la clé du contrôle du pays. Et le contrôle des ouvriers noirs fut la clé pour contrôler la classe ouvrière blanche. Les Noirs sont une réserve de main d'œuvre qui permet de peser sur l'ensemble de la classe ouvrière. Comprendre cette question est décisif pour organiser la lutte ouvrière aux USA.

Mais, après l'émancipation et après les luttes des années 60, les Noirs ne sont-ils pas devenus des «citoyens» jouissant des droits politiques?

Alkalimat. Seulement de façon formelle. Après la mécanisation du secteur du coton dans les années 40 et 50, les Noirs ont émigré vers les villes et notre génération fut la première à vivre comme un prolétariat urbain. La classe dominante avait alors intérêt à réorganiser la société et, si elle ne l'a pas soutenu, elle ne s'est pas non plus opposée au mouvement des «civil rights» (pour les droits démocratiques des Noirs). En fait, ce mouvement achevait enfin la révolution démocratique bourgeoise commencée avec la guerre d'indépendance contre les Britanniques.

Les droits ont été acquis au niveau fédéral, national, mais chaque Etat peut instaurer toutes sortes de mécanismes qui empêchent d'appliquer ces droits. Par exemple, pour voter, il faut se faire enregistrer selon une procédure compliquée. Or, quand on est pauvre, on déménage souvent. Donc, beaucoup de pauvres ne votent pas. Les USA ont le taux de participation électorale le plus faible: 50% aux présidentielles, ce qui a permis à Reagan d'être élu par 27% des électeurs potentiels. Les Blancs et les classes aisées participent plus que la moyenne.

Vous dites que ce n'est pas une question raciale. C'est donc une question de classe?

Alkalimat. Oui. L'affaire Rodney King est un symbole tout à fait évident de l'oppression contre les Noirs (par exemple, aucun Noir dans le jury), mais elle n'a été que

le déclencheur de l'insurrection...

Je n'accepte pas le terme «émeutes», disons plutôt insurrection ou révolte. Une révolte contre la société américaine où, et c'est nouveau, ces jeunes qui n'ont jamais travaillé et sans doute ne travailleront jamais, subissent une aliénation totale.

Ces événements sont très importants. On a assisté à deux phénomènes entièrement nouveaux. D'abord, la révolte de la classe ouvrière, noire dans ce cas. Ensuite, un acte politique spécifique de gens qui ont manifesté leur solidarité avec les Noirs: des manifestations de Blancs, d'étudiants, de Chicanos solidaires ont eu lieu dans l'Iowa, le Maine, à Atlanta... Des gens qui ne vivent pas dans les mêmes conditions que les Noirs, se sont joints à eux, c'est une alliance politique. La presse présente la révolte comme purement raciale, mais elle ne peut expliquer cette solidarité plus vaste.

On nous a aussi dit que les événements étaient du vandalisme, en montrant des pillages de magasins et de victimes coréennes ou «petits Blancs»...

Alkalimat. A Los Angeles, beaucoup de gens ont visé des cibles politiques. Il y a eu une manifestation au «City Hall» (l'hôtel de ville). Si les dégâts se sont produits dans la communauté noire elle-même, c'est que la police s'est retirée du centre de L.A. et a barré l'accès des quartiers riches, déterminant ainsi où la violence aurait lieu...

Les réactions politiques sont nombreuses et beaucoup de gens s'apitoient sur le sort des Noirs...

Alkalimat. Oui, les diverses forces de classe se servent de ceci selon leurs intérêts: les démocrates veulent l'utiliser contre le républicain Bush; les républicains soutiennent Bush pour qu'il renforce la communauté blanche «menacée par ces anarchistes qui veulent tout brûler». Jessie Jackson dit qu'il doit être vice-président afin de «récupérer» les Noirs. Les groupes réformateurs défendant les Noirs et les petits Blancs réclament davantage de fonds pour les prestations sociales...

Si le mouvement a un caractère de classe, comment voyez-vous la situation des «petits Blancs»?

Alkalimat. Ils sont également exploités. Leur pauvreté est moins directement visible car ils habitent la campagne ou les petites villes. Mais la majorité du pays, ce sont des Blancs, et la majorité des pauvres aussi.

N'existe-t-il pas un danger de clivage Noirs/Blancs et de récupération par l'extrême droite?

Alkalimat. Oui, c'est la question cruciale. Le danger fasciste, c'est que, comme en Caroline déjà, l'extrême droite organise les



Abdul Alkalimat

Blancs, hors des villes, et puis ils rentrent en ville et y mènent des actions. Ainsi, les fascistes peuvent empêcher ces Blancs de s'occuper des vrais problèmes de leur pauvreté.

D'autre part, il a été démontré que le commissaire en chef de Los Angeles était lié à l'extrême droite et au Ku Klux Klan. La police s'était d'ailleurs préparée: un crédit spécial d'un million de dollars avait été établi pour financer les heures supplémentaires.

Quelles perspectives voyez-vous pour la suite de ce mouvement?

Alkalimat. Nous en sommes, je crois, au début seulement d'un processus. Après les luttes des années 60, toutes sortes d'organisations se sont développées, des forces nationalistes bourgeoises au Black Panthers Party, y compris de nou-

veaux militants communistes. De telles organisations vont pouvoir se développer à nouveau...

Mais ce ne sont que les premiers pas. Et il est vrai que le pouvoir du racisme est très grand. Cependant, on constate une évolution. Par exemple, il s'est formé une «National Union of Homeless». Dans le centre de Détroit, et dans d'autres villes aussi, Noirs et Blancs se groupent pour aller à 50 ou 60 «squatter» des appartements construits mais inoccupés; la police les chasse, ils reviennent ensuite. De tels comportements sont encore minoritaires, mais cela se développe. On peut voir qu'en fait les situations économiques des Noirs et des Blancs se sont rapprochées, par le bas.

INTERVIEW:
MICHEL COLLON

LE «MAÎTRE DU MONDE» FAIT FAILLITE

Après avoir martyrisé Bagdad (et avant Tripoli?), Colin Powell dirige à présent l'armée US à Los Angeles. Ceux qui se croyaient les maîtres du monde, ont du mal à ramener l'ordre - qui n'a rien de nouveau - dans leur propre pays. La révolte des travailleurs noirs est à saluer comme un coup de tonnerre dans le ciel de l'impérialisme US, une aide importante aux peuples du monde et un encouragement à tous les révolutionnaires: le colosse a des pieds d'argile. Les milliardaires de Los Angeles ont beau assurer qu'ils vont à présent «investir» dans le travail social (*International Herald Tribune*, 2-3 mai), ils ne peuvent camoufler la faillite du système capitaliste aux Etats-Unis même.

Discrimination en chiffres

30 millions de Noirs représentent 12,1% de la population des USA. Mais...

* les Noirs ne reçoivent que 7,8% du Revenu national. En moyenne, un Noir gagne 19.000 \$ par an contre 31.000 \$ pour un Blanc.

* 14,2% des Noirs sont chômeurs contre 6,9% des Blancs. Chez les jeunes de moins de 30 ans: 38% des Noirs, 15% des Blancs.

* La mortalité infantile est de 17,7 pour mille chez les Noirs et de 8,2 chez les Blancs. Dans la communauté noire de Los Angeles, elle atteint même 21,4 pour mille. A Harlem, l'espérance de vie des Noirs est même plus basse qu'au Bangla Desh frappé par les catastrophes naturelles.

* 1/3 des jeunes Noirs est en prison ou dans l'attente d'un procès. Ce chiffre dépasse celui des Noirs pouvant suivre un enseignement supérieur.

Source: BRT-teletext 3/5/92.

Le tiers monde: «Et les droits de l'homme aux USA?»

Divers pays du tiers monde ont indiqué que les USA, grands donneurs de leçons en matière de droits de l'homme, feraient bien de balayer d'abord chez eux...

Selon l'agence de presse chinoise *Xinhua*, l'affaire Rodney King montre qu'aux Etats-Unis, les droits de l'homme sont bafoués par la discrimination raciale et la violence policière.

En Libye, on souligne que les USA veulent imposer leur système juridique au monde entier alors qu'il est fortement contesté au sein même du pays.

L'*Hindustan Times* indien remarque que les Etats-Unis, exerçant des pressions sur des pays du tiers monde en soumettant leur aide au respect des droits de l'homme, sont à présent bien embarrassés. Les préoccupations américaines à l'égard des minorités nationales de l'ex-URSS sonnent bien creux. Ils feraient mieux de résoudre des problèmes comme le fossé riches/pauvres et la faim dans le monde.

Cuba et la Corée: deux expériences différentes de construction du socialisme. Deux pays sous la menace permanente de l'impérialisme. En cette période de «triomphe du capitalisme», il s'en tiennent, plus que jamais, à leurs principes socialistes. Quelles leçons tirent-ils de la «contre-révolution de velours» en Union soviétique?

Cuba et Corée: le socialisme plus que jamais

CORÉE:

Li Yong Bok, du Parti du Travail de Corée, explique les principes de la révolution coréenne.

Djoutché: participation des masses et indépendance

Les idées du Djoutché signifient en un mot que les masses populaires sont les maîtres de la révolution et de la construction et la force motrice de la révolution de la construction réside en elles-mêmes.

Selon ces idées, on doit être responsable de sa révolution et de sa construction, et les promouvoir conformément à la réalité de son pays et par ses propres forces.

Nous avons construit une économie indépendante et complexe au service de notre peuple, économie basée sur les ressources et les matières de notre pays, les technique et les forces de notre peuple. Nous n'avons jamais adhéré au Comecon.

Unité du peuple autour du Parti

Le Parti de la classe ouvrière est l'état-major de la révolution et la force directrice et organisatrice.

La construction du socialisme dans notre pays était un processus de renforcement du Parti et du ralliement des masses populaires autour du Parti. Dans la construction du socialisme, notre parti a accordé la priorité à la réalisation de l'unité entre le Leader, le Parti et les masses, en la considérant comme un facteur fondamental pour toutes les réussites.

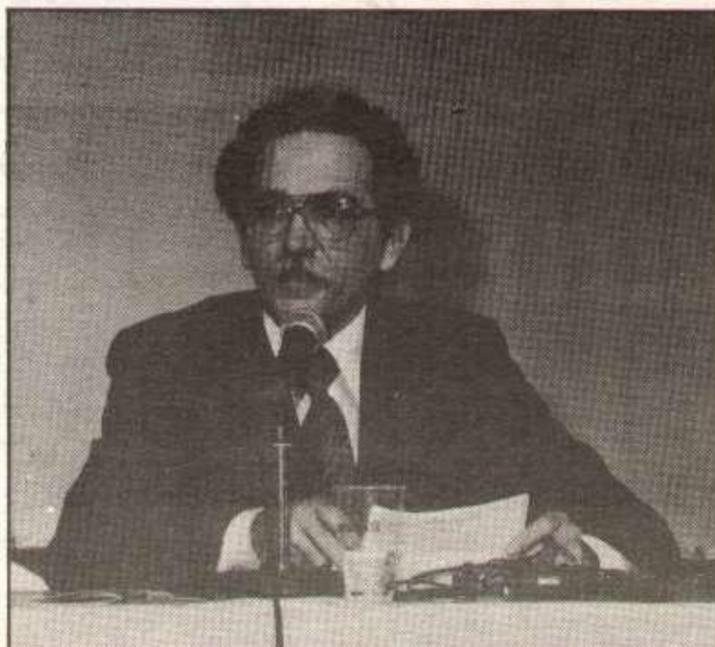
S'il existe au sein d'un Parti plusieurs courants idéologiques et plusieurs fractions d'opinion différente, il serait difficile de réaliser l'unité et la cohésion du parti, au contraire cela faciliterait la montée de la réaction.

Cette situation aura pour conséquence la division du parti et des masses populaires, entraînant ainsi l'échec de l'oeuvre du socialisme.

La révolution idéologique, condition de la construction du socialisme

C'est ainsi que notre Parti est devenu aujourd'hui un parti révolutionnaire ayant une ferme discipline et une grande capacité d'organisation et d'action, dont les militants agissent comme un seul homme avec l'unique idéologie et la même volonté sous la direction unique du cher camarade Kim Djeung Il.

La direction du parti est une question vitale pour l'oeuvre du socialisme. La direction du parti consiste à éduquer et transformer les gens sur le plan idéologique et à les unir autour du Parti et



Dario Machado: «En 1989, après l'effondrement des divers pays socialistes, les médias ont prédit la chute du domino suivant: Cuba. Mais notre révolution est toujours debout».

du Leader afin de les mobiliser dans la révolution et la construction.

Les théories précédentes préconisent que la transformation socialiste des rapports sociaux économiques et l'amélioration des conditions de vie matérielle de la population seraient suivies d'une transformation de la conscience idéologique de gens. D'où la négligence du travail politique, du travail à l'égard des hommes et de l'éducation idéologique dans certains pays où le socialisme vient de subir un échec.

Notre Parti a défini les trois révolutions idéologique, technique et culturelle comme la ligne générale de construction socialiste et comme la tâche de la révolution à accomplir après l'établissement du régime socialiste. Ces trois révolutions sont une lutte pour liquider les séquelles caduques qui subsistent dans les domaines idéologique, technique et culturel après l'établissement du régime socialiste et créer les nouvelles idéologie, technique et culture socialistes et communistes.

Le Parti travaille parmi les masses

Quant à notre Parti, il a veillé avec une attention toute particulière à ce que les cadres du parti restent toujours parmi les masses populaires dans le cadre de leur travail politique, travail à l'égard des hommes, s'en tenant fermement au style et aux méthodes de travail populaires.

L'unité entre le Leader, le Parti et les masses réalisée par le renforcement du Parti et le ralliement des masses populaires autour du Parti et du Leader et l'accélération de l'oeuvre révolutionnaire à partir d'une position indépendante et créatrice et conformément à la réalité de notre pays consti-

tueraient la chute de la pièce de domino suivante, Cuba. Trois ans plus tard, nous voyons que la révolution cubaine est toujours debout.

L'effondrement du bloc de l'Est a pour conséquence un double blocus. Bien que la guerre froide soit terminée, les Etats-Unis maintiennent et renforcent leur embargo contre Cuba. Mais aujourd'hui, l'ancienne Union soviétique s'associe à cet embargo.

Les réalisations du socialisme

Malgré les difficultés, personne n'est abandonné à son sort, à Cuba. Personne n'a faim. L'an dernier, le chiffre des naissances a baissé à 10,7 pour mille et l'espérance de vie moyenne se situe au dessus de 75 ans. Toutes les écoles sont normalement ouvertes.

Le plan alimentaire produit ses premiers résultats: une augmentation de la production de bananes, de pommes de terre, de légumes en tous genres, un élargissement de la base alimentaire. Tous les enfants de moins de 7 ans reçoivent un litre de lait.

Depuis le début de la révolution, la production d'acier s'est accrue de 40%, celle de ciment de 4%, celle d'engrais s'est multipliée par dix. La capacité de raffinage du pétrole est aujourd'hui quatre fois plus importante. En outre, il y a toute une série d'industries nouvelles: l'industrie touristique, médicale, pharmaceutique, biotechnologique, génétique...

95% des maisons disposent de l'eau courante, la production d'électricité s'est multipliée par huit. Nous disposons de toute une infrastructure routière, portuaire, aéroportuaire.

A Cuba, nous croyons au socialisme. Il a eu une signification positive pour Cuba. Nous avons commis des erreurs de différents types, mais elles ont été rectifiées à chaque fois, dans le

but de maintenir le socialisme.

Apprendre des erreurs soviétiques

Les erreurs du socialisme en Union soviétique ne devaient pas nécessairement conduire à son effondrement. Il était possible de corriger les fautes. Mais les «corrections» qui ont été apportées ont conduit à la restauration du capitalisme. Le socialisme a été trahi. Le minage de l'autorité du parti, de l'Etat et du gouvernement, l'influence croissante de l'idéologie bourgeoise occidentale et l'accès toujours plus grand de ces forces aux moyens de communication ont liquidé le socialisme.

Nous voulons tirer les leçons de ces expériences, voir les erreurs à ne pas commettre. L'Union soviétique a eu une signification énorme pour l'humanité. Elle a vaincu les nazis au prix de 20 millions de morts. Mais le résultat que les agresseurs nazis n'ont pas réussi à atteindre, le relâchement des principes et l'opportunisme l'ont obtenu.

Cuba s'en tient fermement au socialisme. Le peuple cubain prend part à la rectification et aide à rechercher des solutions dans cette période toute particulière en temps de paix. Il aide à économiser le carburant, à réaliser le plan alimentaire... De cette manière, nous voulons traverser au plus vite cette période.

Trois ans après l'effondrement du bloc de l'Est, Cuba continue à résister. Cuba reste fidèle à ses principes. Pour nous, un révolutionnaire est révolutionnaire dans les bons et les mauvais moments, chaque jour et durant toute sa vie.

F.W.



Li Yong Bok: «Le parti de la classe ouvrière forme l'état-major général de la révolution, il en est la force dirigeante et organisatrice».